



**GRAMEEN
CRÉDIT AGRICOLE
MICROFINANCE
FOUNDATION**

2012

Rapport Annuel
Annual Report

— AU SERVICE DES PRÊTEURS D'ESPOIR —
— PROVIDING HOPE THROUGH LENDING —



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation

2012

Le mot du Président Foreword by the Chairman 04	Message du Délégué Général Message from the Managing Director 06	Les Fondateurs The Founders 08	Notre mission Our mission 09
Le Conseil d'Administration The Board of Directors 10	Les Comités de la Fondation Foundation's Committees 12	Le Délégué Général The Managing Director L'équipe de la Fondation The Foundation's team 14	
Notre approche Our approach 15	Notre positionnement: Microfinance/Social Business Our positioning: Microfinance/Social Business 16/17	Notre offre Our offer 18	Nos process Our processes 20
Notre résultats Our results 21	Nos activités en 2012 Our activities in 2012 22	La Facilité Africaine The Take-off Facility 24	La microassurance agricole Agricultural microinsurance 26
Le Social Business Social Business 28	Focus Social Business Focus Social Business: 1001 Fontaines 29	Le Fonds Social Business The Grameen Crédit Agricole Fund 30	Gestion des risques et contrôle interne Risk management and internal control 32
Profil des IMF partenaires Profile of partner microfinance institutions 34	Des partenariats dans 18 pays Partnerships in 18 countries 36	Focus Cambodge Focus Cambodia 38	Audit social de la Fondation Social audit of the Foundation 40
Dossier  44	Les états financiers Financial statements 47	Rapport du Réviseur d'entreprises Report of the Réviseur d'entreprises 48	Bilan Balance sheet 50 Notes aux comptes Notes to the accounts 52

Le mot du Président

Foreword by the Chairman

Jean-Marie Sander
Président / Chairman

Après une période de croissance rapide jusqu'en 2010, la microfinance semble aujourd'hui marquer le pas. L'étude réalisée par la Campagne du sommet mondial du microcrédit révèle que le nombre de personnes bénéficiant de microcrédits dans le monde a baissé pour la 1^{ère} fois en 2011, passant de 205 millions en 2010 à 195 millions en 2011.

After a period of rapid growth until 2010, microfinance now seems to be marking time. The study conducted by the Microcredit Summit Campaign reveals that the number of people receiving microloans in the world fell for the first time from 205 million in 2010 to 195 million in 2011.



En fait, cette baisse est surtout due à l'Inde, où on relève une diminution de 14,2 millions du nombre de bénéficiaires du microcrédit, en raison de la crise de confiance dans les institutions indiennes de microfinance, suite aux dérives constatées dans l'Andhra Pradesh.

Mais cet épisode ne doit pas faire oublier que 2,5 milliards de personnes dans le monde n'ont aucun accès à des services financiers formels. Face à ce défi de l'exclusion financière, la microfinance a depuis 40 ans fait la preuve de sa pertinence, notamment vis-à-vis des femmes, et démontré sa capacité à se développer de façon autonome au travers de milliers d'institutions locales.

Il faut aussi rappeler que le microcrédit n'est qu'une des composantes de l'offre de la microfinance, qui a également vocation à apporter aux personnes exclues du système financier des services adaptés d'épargne, d'assurance, de paiement et de transfert d'argent. A cet égard, beaucoup reste à faire, si l'on songe à tous ceux qui ne disposent d'aucun système, ni public ni privé, de protection contre les risques de santé, et à tous les petits exploitants agricoles, dont les récoltes ou le bétail ne sont pas protégés contre les aléas de la nature.

La microfinance ne peut à elle seule éradiquer la pauvreté. Mais, mise au service des communautés locales et gérée dans un esprit de responsabilité, elle contribue à construire des sociétés civiles plus résilientes et à redonner dignité et espoir à des millions de personnes, encore victimes de la pauvreté.

La Fondation Grameen Crédit Agricole est fière d'inscrire son action dans ce combat pour la dignité et l'espoir.

In fact, this decrease is mainly due to India, where a reduction of 14.2 million in the number of microcredit beneficiaries was observed, due to the crisis of confidence in Indian microfinance institutions, following the excesses observed in Andhra Pradesh.

But this episode should not hide the fact that 2.5 billion people worldwide have no access to formal financial services. Faced with the challenge of financial inclusion, microfinance has proved its relevance over the last 40 years, in particular *vis-à-vis* women, and has demonstrated its ability to grow independently through thousands of local institutions.

It should also be remembered that microcredit is only one component of microfinance, which is also intended to provide suitable savings, insurance, payment and money transfer services to people excluded from the financial system. In this regard, much remains to be done, if we think of all those who have no public or private protection system against health risks, and of all the small farmers whose crops and livestock are not protected against the vagaries of nature.

Microfinance alone cannot eradicate poverty. But in the service of local communities and managed in a spirit of responsibility, it helps to build more resilient civil societies and to restore dignity and hope to millions of people who still suffer from poverty.

The Grameen Crédit Agricole Foundation is proud to be an agent in the struggle for dignity and hope.

Message du Délégué Général

Message from the Managing Director

Jean-Luc Perron

Délégué Général / Managing Director

La pauvreté ne s'exprime pas seulement par un indicateur monétaire, moins de 1,25\$ par jour. Elle est multiforme et se traduit par l'impossibilité pour les plus pauvres d'accéder à des biens et services essentiels, au premier rang desquels une nourriture suffisante, une eau potable, une énergie propre, des soins de qualité, des services financiers adaptés. Elle se traduit aussi par une surexposition des plus pauvres aux aléas de la vie et aux risques naturels, sans aucune protection par des dispositifs publics de solidarité ou privés d'assurance.

La lutte contre la pauvreté est également multiforme et doit mobiliser à la fois les politiques publiques, les organisations financières internationales, les ONG et les entreprises, dans un effort convergent pour atteindre les Objectifs du Millénaire.

La contribution de la Fondation Grameen Crédit Agricole à cet effort repose sur trois piliers :

© *L'accompagnement financier et technique des institutions de microfinance locales qui mettent à la disposition des populations exclues du système bancaire des services financiers adaptés à leurs capacités de remboursement, à leur niveau d'éducation financière, à leur éloignement éventuel des centres urbains.* La Fondation est désormais active dans 16 pays auprès de 28 institutions de microfinance qui ont démontré à la fois leur sérieux dans la gestion, leur discipline dans le remboursement des crédits et leur engagement dans la mission sociale de la microfinance. Ces institutions partenaires comptent plus de 1,7 millions d'emprunteurs actifs, dont 87% sont des femmes. En créant en partenariat avec l'Agence Française de Développement la « Facilité de décollage pour la microfinance agricole et rurale en Afrique » — dite « Facilité Africaine » — la Fondation se dote à partir de 2013 d'un nouvel instrument pour accompagner dans leur développement un plus grand nombre d'institutions de microfinance, orientées vers l'agriculture et le milieu rural, situées en Afrique Sub-Saharienne.

© *La recherche et l'expérimentation dans le domaine de l'assurance récolte, pour inventer et déployer à grande échelle des dispositifs de protection des petits exploitants dans les pays du Sud contre les aléas naturels, en particulier les accidents climatiques.* Les techniques d'assurance indicielle, basées sur des indices de rendement ou des indices météorologiques, ouvrent des perspectives très intéressantes en vue de la conception, de l'administration et de la distribution de produits de microassurance récolte adaptés à la situation de ces agriculteurs. La Fondation participe activement aux travaux du Réseau International de Microassurance, et est associée à des travaux de recherche et à un projet-pilote de déploiement de la microassurance indicielle dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest.

© *La création et le développement d'entreprises de social business, c'est-à-dire d'entreprises qui poursuivent une mission sociale au travers de la production et de la distribution de produits et services essentiels accessibles aux plus pauvres, ou de la création de chaînes de valeur inclusives au bénéfice des plus pauvres.* Ces entreprises et leurs actionnaires sont motivés par l'impact social et non par la recherche de l'enrichissement. Au 31 décembre 2012, la Fondation compte 6 participations dans des entreprises de ce type. Surtout, l'année 2012 a vu l'approbation, puis la création juridique, sous la présidence de Muhammad Yunus, du Grameen Crédit Agricole Fund, un Fonds entièrement dédié à l'investissement social business. Reste à transformer l'essai en levant 20 millions d'euros auprès d'investisseurs publics et privés, socialement motivés. Ce sera un des défis majeurs de l'année 2013.

Cette triple approche est particulièrement pertinente appliquée à l'agriculture, qui constitue la priorité d'action de la Fondation. En effet le microcrédit agricole, qu'il s'agisse de prêts de récolte ou de petits prêts d'équipement, ne trouve toute son efficacité économique et sociale que si le paysan peut valoriser sa production dans le cadre d'une organisation de filière, en étant assuré de livrer sa récolte à une entreprise agro-alimentaire qui s'engage sur des contrats stables et rémunérateurs. Protégé des aléas du marché par son intégration dans une chaîne de valeur inclusive, partiellement protégé contre les risques climatiques par une assurance indicielle adaptée, l'exploitant pourra consacrer toute son énergie à améliorer le volume et la qualité de sa production. Il pourra à cet effet obtenir des montants plus élevés de prêts auprès d'une institution de microfinance, car le risque pris par celle-ci sera sensiblement diminué par ces mécanismes.

C'est à la mise en place de ce cercle vertueux, avec tous les bénéfices sociaux induits pour les communautés locales, que la Fondation souhaite contribuer par ses initiatives, en partenariat avec tous ceux qui partagent cette vision.

Poverty should not only be expressed as a monetary indicator: less than \$1.25 a day. It is multifaceted and accompanied by the inability, for the poorest, to access essential goods and services, most notably adequate food, clean drinking water, clean energy, quality care and client-tailored financial services. Poverty also results in an overexposure of the poorest to life's uncertainties.



The fight against poverty is also multifaceted and should mobilise public policies as well as international financial organisations, NGOs and businesses in a convergent effort to achieve the Millennium Development Goals.

The Grameen Crédit Agricole Foundation's contribution to this effort rests on three pillars:

☉ *Financial and technical support to local microfinance institutions which make available to people excluded from the banking system financial services tailored to their repayment capacity, their level of financial literacy and their possible remoteness from urban centres.*

The Foundation is now active in 16 countries with 28 microfinance institutions that have demonstrated their professionalism in management as well as their discipline in the repayment of loans and their commitment to the social mission of microfinance. These partner institutions have more than 1.7 million active borrowers, 87% of whom are women. By setting up, in partnership with the French Development Agency, the "Take-off Facility for Microfinance in Africa", here-after called the "African Facility", the Foundation has acquired from 2013 onwards a new instrument for assisting more agricultural and rurally-oriented microfinance institutions, located in Sub-Saharan Africa, in their development.

☉ *Research and experimentation in the field of crop insurance, in order to devise and scale up measures to protect small farmers in developing countries against natural hazards, in particular climatic disasters.* Index insurance techniques based on yield indicators or meteorological indices provide great opportunities for the design, management and distribution of crop microinsurance products tailored to the situation of these farmers. The Foundation participates actively in the efforts of the International Microinsurance Network, and is associated with research studies and a project to implement index microinsurance in four West African countries.

☉ *Setting up and developing social businesses, that is to say, companies that pursue a social mission through the production and distribution of essential products and services accessible to the poorest, or through the creation of inclusive value chains for the benefit of the poorest.*

These businesses and their shareholders are motivated by social impact and not by the quest for enrichment. As of 31 December 2012, the Foundation had six equity participations in such businesses. Above all, in 2012 the Grameen Crédit Agricole Fund, a Fund entirely dedicated to social business investments, was approved and registered, under the chairmanship of Muhammad Yunus. All that remains to be done is to raise €20 million from socially motivated public and private investors. This will be a major challenge for the year 2013.

This threefold approach is particularly relevant to agriculture, which is top priority for the Foundation. Indeed, agricultural microcredit, whether it be a crop loan or a small loan for equipment, only finds its full economic and social efficiency if the farmer can enhance his production within the framework of a sector organisation, by being sure to deliver his crop to a food company committed to stable and lucrative contracts. Protected from market hazards thanks to being integrated into an inclusive value chain, and partially protected against climatic risks through appropriate index-based insurance, the operator can devote all his/her energy to improving the volume and quality of his/her production. To achieve this, he/she may be able to take out higher loan amounts from a microfinance institution, because the risk involved will be significantly reduced by these mechanisms.

Through its initiatives, the Foundation wishes to contribute, in partnership with all those who share this vision, to the implementation of this virtuous circle, with all the resulting social benefits for local communities. The professional and dedicated team that I lead will direct all its energy to the success of these initiatives.

Les Fondateurs: Grameen Trust et Crédit Agricole S.A.

The Founders: Grameen Trust and Crédit Agricole S.A.

Pr. Yunus, Prix Nobel de la Paix 2006, Executive Trustee de Grameen Trust et Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., Président de la Fondation Grameen Crédit Agricole.

Pr. Yunus, Nobel Peace Prize Laureate 2006, Executive Trustee of Grameen Trust and Jean-Marie Sander, Chairman of Crédit Agricole S.A., Chairman of Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation.



GRAMEEN TRUST

Créé en 1989, GRAMEEN TRUST diffuse le modèle Grameen de microfinance dans le monde : 149 projets ont été soutenus dans 39 pays. Fondée en 1983, la GRAMEEN BANK (banque des villages) a développé au Bangladesh le modèle de référence de la microfinance et a reçu à ce titre avec le Professeur Yunus le Prix Nobel de la Paix en 2006. Elle compte 8,3 millions d'emprunteurs au 31 décembre 2012, dont 96% sont des femmes, et est présente dans plus de 81 000 villages du Bangladesh. Outre Grameen Bank, une famille complète d'entreprises Grameen, conçues comme des social business, se donne pour mission de donner aux plus pauvres accès à la technologie, l'énergie, l'éducation et aux soins médicaux.

Created in 1989, the GRAMEEN TRUST has replicated the Grameen Bank model around the world: 149 projects have been supported in 39 countries. Founded in 1983, the GRAMEEN BANK ("the bank of the villages") established the standard for microfinance in Bangladesh and was awarded, together with Professor Yunus, the Nobel Peace Prize in 2006. At 31 December 2012, it served 8.3 million borrowers, of whom 96% were women, and was implemented in over 81,000 villages in Bangladesh. In addition to the Grameen Bank, Grameen has developed a comprehensive family of social businesses that aim to provide the poorest with access to technology, energy, education and health care.



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Le groupe CRÉDIT AGRICOLE est né en France à la fin du 19^{ème} siècle de l'initiative de paysans désireux d'échapper à l'emprise des usuriers et des propriétaires fonciers et d'avoir accès à des financements adaptés pour leurs récoltes et leurs équipements en se regroupant en sociétés locales de crédit agricole mutuel. Aujourd'hui, le Crédit Agricole est un Groupe de banque et d'assurance présent dans près de 60 pays, leader en France de la banque de proximité avec près de 11 300 agences et 51 millions de clients dans le monde. Le CRÉDIT AGRICOLE, qui compte 6,9 millions de sociétaires au travers de ses caisses locales et régionales en France, reste fidèle aux valeurs mutualistes de ses fondateurs : solidarité, proximité, démocratie basée sur le principe coopératif « **un homme, une voix** ».

CRÉDIT AGRICOLE was born in France in the late 19th century on the initiative of farmers eager to escape the clutches of moneylenders and landowners and to have access to adequate financing for their crops and equipment by gathering together in local mutual agricultural credit companies. Nowadays, Crédit Agricole is a banking and insurance group represented in around 60 countries, and a leading retail bank in France with 11,300 branches and 51 million customers around the world. CRÉDIT AGRICOLE, with 6.9 million members through its local and regional branch offices in France, remains loyal to its founders' mutual values: solidarity, closeness and democracy based on the cooperative principle "**one man, one vote**".

Notre mission

La Fondation a pour mission de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le monde, par le développement et l'encouragement d'initiatives locales de microfinance et de projets de « Social Business » dans les pays en développement ou émergents.



Our mission

The Foundation's mission is to contribute to the fight against poverty in the world by developing and encouraging local microfinance initiatives and social business projects in developing countries and emerging markets.

Le Conseil d'Administration

The Board of Directors

La Fondation est administrée par un Conseil composé de 12 membres
The Foundation is administered by a Board composed of 12 members:



Jean-Marie Sander
Président de Crédit Agricole SA,
Président de la Fondation
Chairman of Crédit Agricole SA,
Chairman of the Foundation
France



S.A.R. La Grande-Duchesse de Luxembourg
H.R.H. The Grand Duchess of
Luxembourg



Pr. Muhammad Yunus
Prix Nobel de la Paix 2006,
Fondateur de Grameen Bank
2006 Nobel Peace Prize laureate,
Founder of Grameen Bank
Bangladesh



Pr. Huzzatul Islam Latifée
Directeur Général de Grameen Trust et
Vice-Président de la Fondation Managing
Director of Grameen Trust and Vice-
Chairman of the Foundation
Bangladesh



M. Shahjahan
Directeur Général par intérim
de Grameen Bank
Acting Managing Director of
Grameen Bank
Bangladesh



Raphaël Appert
Directeur Général de la Caisse
Régionale de Crédit Agricole Centre-Est
Managing Director of the Caisse
Régionale de Crédit Agricole Centre-Est
France



Agnès de Clermont-Tonnerre
Directrice des Affaires Générales LCL
Head of LCL's General Affairs
France



Yves Couturier
Ancien Secrétaire Général de la
Fédération Nationale du Crédit Agricole
Former General Secretary of the
Fédération Nationale du Crédit Agricole
France



Beatriz Armendariz
Professeur d'économie à
l'université Harvard
Lecturer in Economics
at Harvard University
Mexico



Soukeyna Ndiaye Bâ
Directrice Exécutive de la Fondation INAFI,
et ancienne Ministre de la Coopération
décentralisée du Sénégal
General Manager of INAFI, former
Minister of Decentralised Cooperation
Senegal



Christian Talgorn
Président de la Caisse Régionale de
Crédit Agricole du Morbihan et Président
du Groupement européen des Banques
coopératives
Chairman of the Caisse Régionale
de Crédit Agricole du Morbihan and
Chairman of the European Association of
Cooperative Banks
France



Jean-Michel Severino
Ancien Directeur Général de l'Agence Française
de Développement, gérant d'Investisseur et
Partenaire (I&P), ancien Vice-Président de la
Banque Mondiale
Former Managing Director of the French
Development Agency (Agence Française de
Développement), manager of Investisseur et
Partenaire (I & P), former Vice-President of the
World Bank
France

5

mars
march

» Luxembourg

16

octobre
october» Siem Reap,
Cambodia

Le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois durant l'année 2012 : le 5 mars au Luxembourg et le 16 octobre à Siem Reap, Cambodge (voir ci-dessous).

The Board of Directors met twice during the year: 5 March in Luxembourg and 16 October in Siem Reap, Cambodia (see below).

Le Conseil d'Administration de la Fondation a visité les projets financés par la Fondation au Cambodge du 14 au 18 octobre 2012

Le Conseil d'Administration de la Fondation s'est réuni dans ce pays, à l'occasion d'un voyage d'étude organisé du 14 au 18 Octobre. Ce voyage a offert aux administrateurs l'occasion de rencontrer les équipes ainsi que les bénéficiaires des institutions de microfinance et les entreprises de social business partenaires de la Fondation. Le 17 octobre, les membres de la délégation ont été ainsi accueillis dans les agences de Siem Reap de trois institutions de microfinance partenaires de la Fondation : HKL, Chamroeun et TPC, ainsi que sur deux sites de traitement et de distribution d'eau potable développés par Teuk Saat 1001 Fontaines.

Au cours de ce même voyage, la Fondation a organisé le 18 octobre à Phnom Penh, en partenariat avec la CMA (Cambodia Microfinance Association), une Conférence sur le thème « Microfinance et Social Business: des approches responsables et innovantes pour le développement social et économique du Cambodge ». Cette conférence a réuni près de 300 acteurs de la microfinance et de l'entrepreneuriat social et a donné l'occasion à l'AFD de lancer son programme d'appui au secteur de la microfinance au Cambodge, en partenariat avec la SMART Campaign sur la protection des clients.

The Board of Directors of the Foundation visited projects funded by the Foundation in Cambodia from 14 to 18 October 2012

The Board of Directors of the Foundation met in Cambodia, during a study tour from 14 to 18 October. This study tour gave administrators the opportunity to meet with the teams and beneficiaries of microfinance and the social business partners of the Foundation. On 17 October, members of the delegation were welcomed at the Siem Reap offices of three microfinance partner institutions of the Foundation, HKL, Chamroeun and TPC, as well as at two drinking water treatment and distribution sites developed by Teuk Saat 1001 Fontaines.

On 18 October, during this study tour, the Foundation also held a conference on "Microfinance and Social Business: Innovative and responsible approaches for economic and social development in Cambodia" in Phnom Penh, in partnership with the CMA (Cambodia Microfinance Association). This conference brought together nearly 300 microfinance and social entrepreneurship actors and gave the French Development Agency (AFD) the opportunity to launch its support programme for the Cambodian microfinance sector, in partnership with the SMART Campaign on customer protection.

Ces visites ont été une occasion unique pour les membres du conseil de découvrir le potentiel des entreprises de social business et des institutions de microfinance dans l'un des pays les plus pauvres de la planète où la Fondation Grameen Crédit Agricole a déjà contribué à améliorer la vie de milliers de personnes parmi les 30% de ménages cambodgiens vivant en dessous du seuil de pauvreté. Les interactions sur place entre les membres du conseil d'administration, le personnel des institutions et les clients ont été particulièrement productives pour permettre d'explorer les possibilités d'améliorer encore plus l'efficacité des interventions de la Fondation au Cambodge et plus généralement en Asie.

These visits were a unique opportunity for board members to witness the potential of social business and microfinance organisations in one of the poorest countries of the planet where the Grameen Crédit Agricole Foundation is already contributing to improving the lives of thousands among the 30% of Cambodian households living below the poverty line. Interactions in situ between board members, institutions' staff and clients were most productive for exploring avenues for further improving the effectiveness of the Grameen Crédit Agricole Foundation interventions in Cambodia and Asia.



Beatriz Armendariz,
Administratrice de la Fondation
Director of the Foundation

Les Comités de la Fondation

Foundation's Committees

Comité de Projets

Le Comité de Projets a pour mission de statuer sur les propositions de financement d'institutions de microfinance et de social business. En 2012, les membres étaient : Raphaël Appert, Président, Pr Latifee, Yves Couturier et Jean-Luc Perron. Ils se sont réunis à 8 reprises et ont approuvé 31 financements, soit un nombre de dossiers en forte augmentation par rapport à l'année précédente. Le montant cumulé des opérations approuvées en 2012 s'est élevé à 15,798 millions d'euros.



Le comité de projets de la Fondation est pour moi une véritable fenêtre ouverte sur le monde. Les dossiers qui nous sont présentés par l'équipe de la Fondation nous font plonger au cœur des problématiques de pauvreté et d'exclusion financière en Afrique et en Asie, mais ils nous révèlent aussi l'incroyable énergie déployée par les institutions de microfinance pour allier rigueur de gestion et performance sociale, dans des contextes très difficiles. La délibération collective permet de croiser les regards et d'aboutir au meilleur équilibre possible entre la mission sociale de la Fondation et l'évaluation des risques.

Raphaël Appert

Administrateur de la Fondation, Président du Comité de projets

Director of the Foundation, Chairman of the Projects Committee

Comité d'Ethique, de la Conformité et de l'Audit

En 2012, le comité d'Ethique a été renommé Comité d'Ethique, de la Conformité et de l'Audit, afin de mieux répondre au développement de la Fondation. Ce comité a pour mission de veiller au respect par la Fondation, ses administrateurs, son personnel et ses agents de la charte éthique de la Fondation, de recommander l'adhésion de la Fondation à tout code de conduite ou énoncé de principes proposés par des organismes publics ou des organisations de microfinance, de s'assurer de la sincérité des comptes et de la conformité des opérations. En 2012, le Comité était constitué de trois administrateurs: Agnès de Clermont-Tonnerre, Présidente, Pr Latifee et Christian Talgorn. Le Comité s'est réuni deux fois en 2012. Il a notamment approuvé l'adhésion de la Fondation à l'Appel mondial pour une microfinance responsable et aux Principes d'Investissement Responsable en Finance inclusive (PIIF).



J'ai été impliqué dans la Fondation Grameen Crédit Agricole depuis le tout début et j'ai assisté à toutes les réunions du conseil et de ses deux comités depuis la création de la Fondation. Je suis heureux de dire que, malgré le fait que Grameen Trust et Crédit Agricole appartiennent à deux mondes différents et aient chacun leur propre histoire, nous avons été en mesure d'unir nos forces pour lutter contre la pauvreté de manière efficace, partageant les mêmes objectifs et les mêmes valeurs, et tous deux engagés dans une démarche responsable en matière de microfinance dans l'optique de servir les plus pauvres et de faciliter un rôle accru et une plus grande autonomie des femmes.

Projects Committee

The role of the Projects Committee is to make decisions on financing proposals for microfinance institutions and social businesses. In 2012, it was composed of Raphaël Appert, Chairman, Pr Latifee, Yves Couturier and Jean-Luc Perron. It met eight times in 2012 and approved 31 financing proposals, which represents a significant increase in the number of proposals compared to the previous year. The total value of approved operations in 2012 amounted to €15,798,000.

The projects committee of the Foundation is for me a real open window on the world. The proposals that are presented by the Foundation team allow us to explore in depth the heart of the problems of poverty and financial exclusion in Africa and Asia, but they also reveal the incredible energy expended by microfinance institutions in combining strict management and social performance in very difficult situations. Collective deliberation allows us to exchange viewpoints and come to the best possible balance between the social mission of the Foundation and risk assessment.



Ethics, Compliance and Audit Committee

In 2012, the Ethics Committee was renamed the Ethics, Compliance and Audit Committee, to bring it more in line with the Foundation's development. This committee is responsible for ensuring compliance by the Foundation, its directors, employees and agents with the Code of Ethics of the Foundation, recommending the Foundation's backing for any ethics charter, code of conduct or statement of principles proposed either by public organisations or by microfinance organisations, and ensuring the accuracy of the accounts and the conformity of the operations. In 2012, the Committee consisted of three directors: Agnès de Clermont-Tonnerre, President, Prof. Latifee and Christian Talgorn. The Committee met twice in 2012. In particular, it approved the adherence of the Foundation to the Global Call for responsible microfinance and to the Principles for Investors in Inclusive Finance (PIIF).

I have been involved in the Grameen Credit Agricole Foundation from the very beginning and I have attended every meeting of the Board and its two committees since the setting up of the Foundation. I am happy to say that although the Grameen Trust and Credit Agricole belong to two different worlds with each having its own history and background, we have been able to join forces to fight poverty in a very effective way, sharing the same objectives and values, both being engaged in a responsible approach to microfinance aimed at serving the poorest and empowering women.



Professeur Latifee

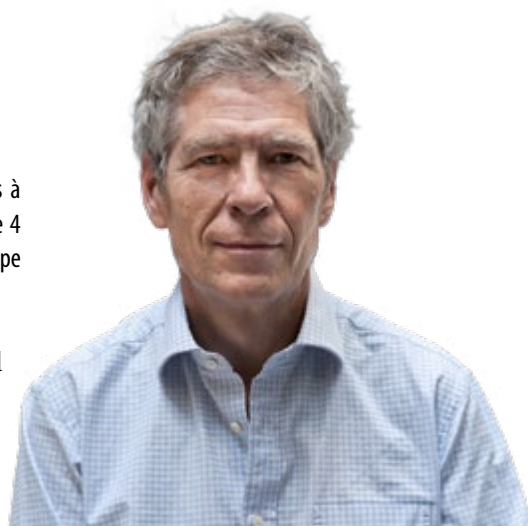
Vice-Président de la Fondation, membre du Comité d'éthique, de la conformité et de l'audit
Vice-President of the Foundation, member of the Ethics, Compliance and Audit Committee



Le Délégué Général The Managing Director

Jean-Luc Perron a été nommé Délégué Général de la Fondation et les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa mission lui ont été délégués lors du 1er Conseil d'administration de la Fondation le 4 octobre 2008. Le Délégué Général est chargé d'assurer la gestion journalière de la Fondation et participe au Conseil d'administration où il dispose d'une voix consultative.

Jean-Luc Perron was appointed Managing Director of the Foundation and was delegated the powers that are necessary for him to carry out his task during the first Board of Directors meeting on 4 October 2008. The Managing Director is in charge of the day-to-day management of the Foundation and takes part in the Board of Directors meetings in a consultative capacity.



L'équipe de la Fondation The Foundation's team

Au 31 décembre 2012, l'équipe de la Fondation, outre le Délégué Général, était composée de 17 personnes et organisée en 3 pôles :

As of 31 December 2012, the Foundation team, led by the Managing Director, was composed of 17 persons and organised into 3 units:



Pôle Développement et Assistance Technique

dirigé par **Philippe Guichandut**, en charge de la prospection, de l'identification des IMF, et de la communication, ainsi que de l'offre d'assistance technique.

Development and Technical Assistance unit

headed by **Philippe Guichandut**, responsible for seeking out and identifying microfinance institutions, for communication as well as for technical assistance services.

Pôle Investissement

dirigé par **Jürgen Hammer**, en charge de l'offre de financement, de l'analyse financière et sociale approfondie des IMF et de la présentation des dossiers aux instances décisionnaires.

Investment unit

headed by **Jürgen Hammer**, responsible for financing products and services, detailed analysis of microfinance institutions and referral of potential investments to the decision-making bodies.

Pôle Administratif et Financier

dirigé par **Pascal Webanck**, en charge de la gestion financière et de l'administration des opérations de la Fondation.

Administration and Finance unit

headed by **Pascal Webanck**, responsible for the financial and administrative management of the Foundation.

Une équipe chargée des activités de social business a été constituée pour préfigurer le Fonds Grameen Crédit Agricole.

A team in charge of social business activities has been established for shadowing the Grameen Crédit Agricole Fund.

CACEIS Bank Luxembourg

Banque dépositaire en charge du back office et de la comptabilité.

Depositary bank in charge of the back office and the accounting.

Notre approche

Dans un contexte moins favorable en raison des critiques suscitées par des dérives de la microfinance, notamment en Inde, l'exercice 2012 s'est néanmoins caractérisé pour la Fondation par un niveau élevé d'activité dans le champ de la microfinance et par des initiatives marquantes pour élargir et diversifier son champ d'intervention.

En outre, la Fondation a été particulièrement active pour faire entendre la voix d'une microfinance responsable et promouvoir le social business pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion. Ces développements ont été de pair avec un renforcement des procédures internes de contrôle des risques de toute nature.

Our approach

In a less favourable context for the Foundation, due to criticism of the excesses of microfinance in India, the year 2012 can still be characterised by a high level of activity in the field of microfinance and by significant initiatives to expand and diversify its scope of action. In addition, the Foundation has been particularly active in speaking out in favour of responsible microfinance and in promoting social business for fighting poverty and exclusion. These developments have been accompanied by a strengthening of the internal risk control procedures of all kinds.

Notre positionnement : *Microfinance*

Our positioning: *Microfinance*

— AU SERVICE DES PRÊTEURS D'ESPOIR —

— PROVIDING HOPE THROUGH LENDING —

Mission sociale

Dans de nombreux pays, l'immense majorité de la population n'a aucun accès à des services financiers formels. Les institutions de microfinance, il en existe des milliers dans le monde, ont été créées pour proposer à ces populations exclues des services bancaires adaptés et accessibles, en particulier des microcrédits destinés à financer des petits projets générateurs de revenu. La Fondation Grameen Crédit Agricole propose son concours financier et son assistance technique à celles de ces institutions qui allient rigueur de gestion et performance sociale.

Plus précisément, la Fondation concentre ses concours financiers et techniques sur les Institutions de Microfinance (IMF) qui :

- se donnent comme mission essentielle de lutter contre la pauvreté et pour l'inclusion financière des plus pauvres, et principalement les femmes, au travers d'une offre de microservices financiers adaptés et accessibles;
- se conforment à un certain nombre de principes éthiques, auxquels la Fondation adhère, notamment en ce qui concerne l'information et la protection des emprunteurs, le niveau des taux d'intérêt pratiqués, les méthodes de recouvrement des prêts et la prévention de la corruption;
- contribuent à la protection et l'amélioration de l'environnement.

Taille/Maturité des IMF

La Fondation s'adresse prioritairement aux IMF appartenant aux niveaux 2 et 3 de la segmentation des IMF, c'est-à-dire des IMF de taille moyenne, ayant atteint ou en voie d'atteindre un niveau d'autosuffisance financière et d'équilibre d'exploitation, mais qui n'ont pas un accès aisé à des sources de financement domestiques ou internationales.

Orientation agricole et rurale

La Fondation s'adresse en priorité aux IMF à vocation agricole et rurale. Par IMF rurale, on entend une IMF dont plus de 50% des points de distribution sont situés en zone rurale. Par IMF agricole, on entend une IMF dont plus de 50% des emprunteurs vivent de l'agriculture.

Priorités géographiques

La Fondation intervient en priorité dans les zones où le développement de la microfinance est pratiquement l'unique voie d'accès aux services financiers de base pour les plus pauvres, et dans les pays où son intervention aura la plus grande valeur ajoutée. La Fondation retient comme zones prioritaires pour ses interventions :

- L'Afrique sub-saharienne
- L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient
- L'Asie du Sud et du Sud-Est

Social Mission

In many countries, the vast majority of the population has no access to formal financial services. Microfinance institutions, and there are thousands of them around the world, have been created to offer these excluded populations appropriate and accessible banking services, in particular microcredits for financing small income generating projects. The Grameen Crédit Agricole Foundation provides financial and technical support to those institutions that combine rigorous management and social performance.

In particular, the Foundation concentrates its financial and technical support on Microfinance Institutions (MFIs) that:

- have a core mission of combating poverty and promoting the financial inclusion of the poorest, and mostly women, through a range of suitable and accessible financial micro-services;
- comply with a number of ethical principles, to which the Foundation adheres, notably those relating to information for and protection of borrowers, level of interest rates offered, loan collection methods and the prevention of corruption;
- contribute to the protection and improvement of the environment.

Size/Maturity of MFIs

The Foundation gives priority to MFIs belonging to tiers two and three of the MFI classification. This refers mainly to medium-sized MFIs that have achieved or are on the verge of achieving a level of financial self-sufficiency and operational equilibrium, but do not have easy access to domestic or international financing sources.

Agriculture and rural focus

Among these MFIs, the Foundation gives preference to those with an agricultural and rural vocation. Rural refers to an MFI, which has over 50% of its distribution points in a rural area. Agricultural refers to an MFI where over 50% of the borrowers rely on farming for their livelihood.

Geographic priorities

The Foundation is active as a matter of priority in areas where the development of microfinance is practically the sole channel of access to basic financial services for the poor, and in countries where the Foundation will produce the greatest value-added. The Foundation retains the following priority areas for its operations:

- Sub-Saharan Africa
- Middle East and North Africa
- South and South-East Asia

Notre positionnement : *Social Business*

Our positioning: *Social Business*

Mettre l'entreprise au service de la lutte contre la pauvreté

The company at the service of the fight against poverty

Mission sociale

Lutter contre la pauvreté, c'est aussi donner aux plus pauvres accès à des biens et des produits essentiels, tels qu'une nourriture suffisante et de qualité, une eau potable, des services de santé, une énergie propre... Le Social Business peut contribuer à mettre ces biens et services à la disposition des plus pauvres, en inventant un nouveau modèle d'entreprise dont les actionnaires privilégient l'impact social sur leur enrichissement personnel. La Fondation fait sienne cette approche innovante, imaginée et testée par le Professeur Yunus, en investissant comme actionnaire minoritaire dans des entreprises de Social Business.

Social Mission

Fighting poverty also involves providing the poorest with access to essential goods and services, such as adequate food of good quality, drinking water, health services, clean energy, etc. Social Business can help put these goods and services at the disposal of the poorest, by developing a new business model whose shareholders give preference to social impact rather than their personal enrichment. The Foundation adopted this innovative approach, designed and tested by Professor Yunus, by investing in Social Business companies as a minority shareholder.

Types d'entreprises et secteurs ciblés

- ⊙ des entreprises qui produisent ou distribuent des biens ou des services essentiels en les mettant à la portée des plus pauvres;
- ⊙ des entreprises qui innovent dans l'accès de tous à l'alimentation, l'eau, l'assainissement, l'énergie, le logement, la santé, l'éducation et les technologies de l'information. Un accent particulier est mis sur l'agriculture et les industries agro-alimentaires;
- ⊙ des entreprises qui créent des chaînes de valeur inclusives et génératrices de revenus pour le bénéfice des communautés locales, au travers d'une politique équitable d'achat et de prix et de mécanismes redistributifs de la création de valeur;
- ⊙ des institutions ou des infrastructures de marché qui favorisent l'accès aux services financiers pour ceux qui en sont exclus.

Types of business and sectors targeted

- ⊙ companies that produce or distribute essential goods or services by making them available to the poorest;
- ⊙ companies that innovate in universal access to food, water, sanitation, energy, housing, education, health and information technology. Particular emphasis is placed on agriculture and the food industry;
- ⊙ companies that create inclusive and income generating value chains for the benefit of local communities, through a fair purchase and pricing policy and redistributive mechanisms of value creation;
- ⊙ institutions or market infrastructures that promote access to financial services for those who are excluded from them.

Priorités géographiques

Les activités de Social Business de la Fondation ciblent en priorité l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et du Sud Est, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.

Geographical priorities

The Foundation's Social Business activities target particularly Sub-Saharan Africa, South and South East Asia, North Africa and the Middle East.



Notre offre

Our offer

La Fondation offre une gamme complète de services de financement en faveur des IMF et des entreprises de Social Business, qui répondent à ses critères, et s'inscrivent dans une volonté de nouer des partenariats durables. Elle offre aussi, au cas par cas, une assistance technique pour aider l'institution partenaire à améliorer son organisation, ses procédures ou ses méthodologies.

Prêts senior

Senior Loans

La Fondation offre des prêts à moyen et long terme (jusqu'à 7 ans) en devises locales, en EUR ou en USD et, adaptés aux besoins de ses partenaires et s'efforçant de leur éviter une exposition au risque de change.

The Foundation offers medium and long-term loans (up to 7 years) in local currencies, in EUR and in USD, adapted to its partners' needs and endeavouring to have them avoid exposure to foreign exchange risk.

Garanties

Guarantees

La Fondation propose des garanties partielles permettant à ses partenaires de se financer à moyen et long terme, sans risque de change, auprès des banques locales.

The Foundation offers partial guarantees enabling its partners to obtain medium and long-term financing without having to assume foreign exchange risks with local banks.



ALIDÉ (Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement) est une IMF béninoise ayant le statut d'ONG et ciblant à plus de 90% les femmes pauvres du pays, avec des services financiers et non financiers. Alidé, qui compte près de 18 000 clients, dont 27% se trouvent en zone rurale, a été créée en Janvier 2006, à la suite de l'institutionnalisation du Programme Crédit Epargne initié en 1995 à Cotonou par l'ONG française Initiative Développement (ID).

En mars 2012, la Fondation Grameen Crédit Agricole a octroyé à Alidé un prêt équivalent à 610 000 euros en monnaie locale (Franc CFA) avec une maturité de 3 ans afin de lui permettre de refinancer des activités de microfinance et de mieux répondre aux besoins de ses clients.

ALIDÉ (Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement) is a Beninese MFI with an NGO status providing financial and non-financial services, with more than 90% of targeted clients being poor women in the country. Alidé, which has nearly 18,000 customers, 27% of them located in rural areas, was established in January 2006, following the institutionalisation of the Crédit Epargne Programme initiated in 1995 in Cotonou by the French NGO Initiative Développement (ID).

In March 2012, the Grameen Crédit Agricole Foundation granted Alidé a loan equivalent to EUR 610,000 in local currency (CFA Franc) with a three-year maturity to allow the institution to refinance microfinance operations and better meet the needs of its customers.



BERENDINA MICROFINANCE INSTITUTE (GTE) LTD (BMI) est une IMF sri-lankaise qui a débuté ses activités de crédit en 2007 et qui propose des prêts individuels au travers de groupements informels de 30 membres.

En 2012, la Fondation Grameen Crédit Agricole a donné sa garantie en faveur de Berendina, à hauteur d'un engagement de 200 000 euros couvrant 65% d'un prêt en devise locale octroyé par la banque DFCC sur trois ans. Le prêt obtenu grâce à cette garantie permet à Berendina de développer son activité de microfinance et de répondre ainsi mieux aux attentes et aux besoins spécifiques de ses clients.

La garantie de la Fondation facilite le dialogue entre les institutions de microfinance et les banques locales, l'objectif à terme étant que les IMF se financent intégralement par l'épargne et la liquidité bancaire.

BERENDINA MICROFINANCE INSTITUTE (GTE) LTD (BMI) is a Sri Lankan MFI that began its lending activities in 2007 and that offers individual loans through informal groups with 30 members.

In 2012, the Grameen Crédit Agricole Foundation provided a guarantee to Berendina, of €200,000 covering 65% of a local currency loan granted by the DFCC Bank over three-year period. The loan obtained through this guarantee will allow Berendina to develop its microfinance activities and thus better respond to the expectations and needs of its customers.

The Foundation's guarantee facilitates dialogue between microfinance institutions and local banks, the ultimate goal being for MFIs to be financed entirely by savings and bank liquidity.

The Foundation provides a full range of financing services to MFIs and Social Business companies that meet its criteria and that are committed to building lasting partnerships. It also provides, on a case-by-case basis, technical assistance to help the partner institution to improve its organisation, procedures or methodologies.

Assistance Technique Technical Assistance

La Fondation contribue au renforcement des capacités de ses partenaires grâce à une assistance technique adaptée.

The Foundation contributes to the capacity building of its partners through suitable technical assistance.

Fonds propres Equity

La Fondation prend des participations minoritaires au capital d'entreprises de social business pour accompagner leur développement.

The Foundation takes minority equity stakes in social business companies in order to support their business development.



KOMIDA (Indonésie), ONG créée en 2004 sous le nom de YAMIDA, a commencé à proposer des microcrédits en août 2005 à la population touchée par le tsunami dans la province de Banda Aceh. Transformée en coopérative d'épargne et de crédit en 2008, Komida est aujourd'hui présente dans 3 régions et finance exclusivement des femmes vivant en zone rurale.

En 2012, outre l'octroi de 3 financements, Komida a bénéficié de la part de la Fondation d'une mission d'Assistance Technique en partenariat avec Incofin (Belgique). La mission a démarré à l'été 2012 pour une durée d'un an et inclut 3 volets :

- Planification stratégique
- Renforcement de la Gouvernance
- Amélioration des compétences financières

L'assistance technique est conduite par une équipe de consultants indonésiens coordonnée par Meynar Sihombing.

KOMIDA (Indonesia), an NGO founded in 2004 under the name Yamida, began offering microloans in August 2005 to the population affected by the tsunami in Banda Aceh. Komida was transformed into a savings and credit cooperative in 2008 and is now operating in three regions and finances exclusively women living in rural areas.

In 2012, in addition to the provision of three fundings, Komida benefited from a Technical Assistance mission from the Foundation in partnership with Incofin (Belgium). The mission began in the summer of 2012 for a period of one year and included three components:

- Strategic Planning
- Governance Strengthening
- Improving financial capability

The technical assistance is led by a team of Indonesian consultants coordinated by Meynar Sihombing.



LA LAITERIE DU BERGER (Sénégal) propose une réponse d'entreprise aux problèmes de pauvreté dans la région sahélienne du nord du Sénégal. Elle collecte du lait auprès de près de 1 000 éleveurs peuls pour le transformer en produits laitiers frais. Aujourd'hui débouché unique de ces éleveurs, la Laiterie du Berger valorise la production agricole locale et renforce le tissu économique en zone rurale. Elle contribue en outre à une plus grande sécurité alimentaire du Sénégal qui, en matière de produits laitiers, dépend à plus de 90% des importations de poudre de lait.

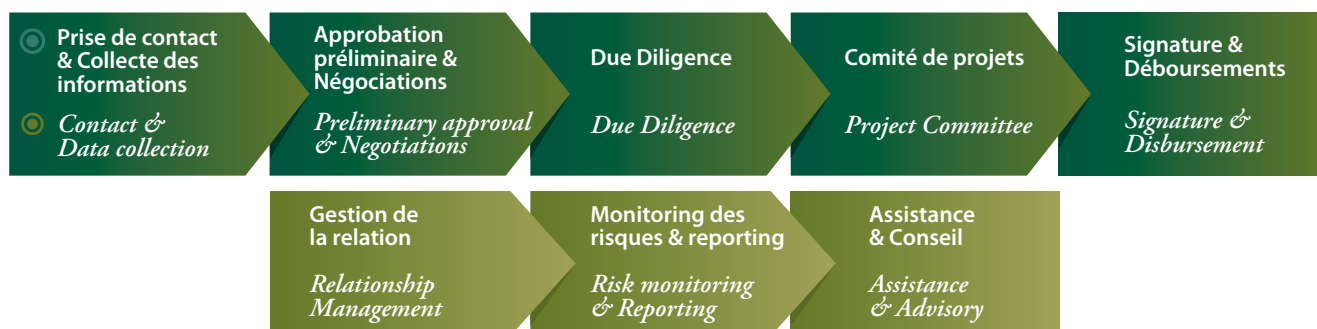
La Fondation a choisi d'accompagner la Laiterie du Berger pour son engagement dans la création d'une véritable filière laitière, susceptible de servir de référence en Afrique de l'Ouest, sa contribution à l'amélioration des conditions de vie des éleveurs, la création d'emplois locaux, et sa contribution à la sécurité alimentaire de la population sénégalaise. Elle est ainsi actionnaire de la Laiterie du Berger à hauteur de 10 %.

LA LAITERIE DU BERGER (Senegal) offers a business solution to the problems of poverty in the Sahel region of northern Senegal. It collects milk from around 1,000 Fulani herders and processes it into fresh dairy products. Today, La Laiterie du Berger is the only outlet for these farmers; it promotes local agricultural production and strengthens the economic base in rural areas. It also contributes to greater food security in Senegal which, in terms of dairy products, depends for more than 90% on imports of milk powder.

The Foundation decided to support the Laiterie du Berger due to its involvement in the creation of a real dairy industry that could be a reference in West Africa, its contribution to the improvement of living conditions of farmers, its role in creating local jobs and its contribution to the food security of the Senegalese population. The Foundation currently holds a 10% equity stake.

Nos process / Nos outils Our process / Our tools

Processus d'instruction et de décision / Investment and decision-making process



Un dispositif de sélection et d'analyse reposant sur une double approche financière et sociale

La Fondation a mis en place un dispositif interne, préalable à toute due diligence sur place, permettant de réaliser une pré-sélection de partenaires potentiels, reposant sur des critères tant financiers que sociaux. Cette étape en amont de toute proposition formelle, conduit les équipes opérationnelles à soumettre à un comité interne de la Fondation une présentation des institutions de microfinance présélectionnées. En cas d'accord, une mission de terrain permet d'analyser l'institution sous tous ses aspects et de nouer un dialogue approfondi avec l'équipe dirigeante. Au retour de cette mission de due diligence, un comité interne confirme la présentation du dossier aux instances de décisions de la Fondation sur la base d'un dossier d'investissement complet.

En règle générale, c'est au Comité de Projets qu'il appartient de prendre la décision d'engagement financier de la Fondation sous forme de prêt, de garantie ou de prise de participation. Les opérations sont ensuite mises en place par les équipes de la Fondation avec le support de CACEIS Bank Luxembourg, la banque dépositaire de la Fondation.

Un renforcement du suivi de nos partenaires

L'année 2012 a été marquée par le renforcement du monitoring systématique du portefeuille microfinance, incluant l'ensemble des pôles de la Fondation. Des réunions trimestrielles s'attachent à la revue globale de la santé financière des IMF partenaires; lors de détériorations avérées de certains indicateurs, un suivi rapproché, mensuel, est mis en place. Eventuellement, une mission sur le terrain est organisée pour analyser les difficultés rencontrées et discuter des améliorations possibles avec le management. En outre, la Fondation s'est attachée à réaliser une visite annuelle de suivi sur le terrain de l'ensemble de ses partenaires actifs. Ces visites sont l'occasion unique de discuter avec les partenaires les défis auxquels ils sont confrontés et la manière dont la Fondation peut les aider à les relever.

Analyse de la Performance Sociale des IMF partenaires

La Fondation a intégré dès sa création un outil d'analyse de la performance sociale des IMF dans son processus d'analyse, de décision et de reporting. Cet outil est le questionnaire Social Performance Indicators (SPI) élaboré par l'ONG CERISE. Ayant reçu la certification CERISE pour l'utilisation de ce questionnaire, la Fondation valide les rapports de performance sociale des IMF, qui peuvent ensuite être rapprochés de la base de données beaucoup plus large gérée par CERISE, permettant une comparaison entre « pairs » selon les critères souhaités.

A selection and analysis system based on a double financial and social approach

The Foundation has established an internal system, prior to any due diligence, for making a pre-selection of potential partners, based on both financial and social criteria. During this step, prior to any formal proposal, operational teams make a presentation of the microfinance institutions shortlisted to an internal committee of the Foundation. In case of agreement, a field mission makes it possible to analyse the institution in all its aspects and to establish a comprehensive dialogue with the management team. On return from this due diligence mission, an internal committee confirms the presentation of the application to the decision-making bodies of the Foundation on the basis of a complete investment dossier.

Generally, the Projects Committee makes the decision to financially commit the Foundation in the form of a loan, a guarantee or an equity participation. Operations are then implemented by the teams of the Foundation with the support of CACEIS Bank Luxembourg, the Foundation's custodian bank.

Enhanced monitoring of our partners

The year 2012 was marked by the strengthening of the systematic monitoring of the microfinance portfolio, involving all three Units of the Foundation. Quarterly meetings focus on the overall review of the financial health of partner MFIs: in the case where a deterioration of some indicators is established, a close monthly monitoring is set up. A field mission could possibly be organised to analyse the challenges faced and discuss possible improvements with the management. In addition, the Foundation is committed to making an annual field visit to monitor all its active partners. These visits are a unique opportunity to discuss with partners the challenges they face and the ways in which the Foundation can help meet them.

Analysis of the Social Performance of partner MFIs

From its inception, the Foundation implemented a tool for analysing the social performance of MFIs within its analysis, decision-making and reporting process. This tool is the Social Performance Indicators (SPI) questionnaire developed by the NGO CERISE. As the Foundation benefits from CERISE's certification for the use of this questionnaire, it validates the MFIs social performance reports, which can then be compared with the much broader database managed by CERISE, thus allowing a comparison between "peers" according to the desired criteria.

Nos résultats

L'expérience des premiers exercices de la Fondation a montré qu'il peut exister un décalage important entre le moment où le Comité de Projets valide une opération en faveur d'un partenaire et la mise en place concrète de cette opération. En 2012, des efforts importants ont été réalisés pour mettre en place dans les meilleurs délais les opérations précédemment validées par le Comité de Projets.

Our results

The experience of the first years of the Foundation has shown that there can be a significant lag between the moment the Projects Committee validates an operation for a partner and the concrete implementation of this operation. In 2012, significant efforts were made to implement the operations previously approved by the Projects Committee as quickly as possible.

Nos activités en 2012

Our activities in 2012

Le microcrédit

En 2012, le Comité de projets a approuvé

nouveaux projets

de refinancement d'institutions de microfinance dans **17 pays, dont 6 nouveaux (Bénin, Togo, Burkina Faso, Ghana, Ouganda et Palestine)**. Sur ces 24 opérations, 20 sont des prêts et 4 des garanties.

opérations ont été mises en place:

prêts à des IMF ont été signés dont 3 avec de nouveaux partenaires et dans 3 nouveaux pays : **Bénin, Togo et Burkina Faso**

garanties, en **Indonésie et au Sri Lanka**

Parmi les opérations mises en place en 2012, 3 correspondent à des projets approuvés en 2011.

Au 31 décembre 2012, le montant total des engagements microfinance en portefeuille de la Fondation s'élève à **millions d'euros**

Comparé au niveau des engagements au 31 décembre 2011, soit **15 millions d'euros**.

la progression est de

Microcredit

In 2012, the Projects Committee approved

new projects

for refinancing microfinance institutions in **17 countries, six of which are new (Benin, Togo, Burkina Faso, Ghana, Uganda and Palestine)**. Of these 24 transactions, 20 were in the form of loans and four in the form of guarantees.

projects were implemented:

loans to MFIs were signed, three of which were with new partners and three were in new countries: **Benin, Togo and Burkina Faso**

guarantees, in **Indonesia and in Sri Lanka**

Among the projects implemented in 2012, 3 correspondent à des projets approuvés en 2011.

As of 31 December 2012, total microfinance commitments in the Foundation's portfolio amounted to **millions euros**

Compared to the level of commitments as of 31 December 2011 (**€15 million**).

this was an increase of

24

18

16

2

19,8

32%

Toutefois, la répartition géographique des opérations approuvées ou mises en place révèle une déformation progressive, avec un poids accru de l'Asie et une diminution accentuée de la part de l'Afrique sub-saharienne. L'équipe de la Fondation s'est préoccupée de cette situation dès le début de l'année 2012 et a proposé au comité de projets et au conseil d'administration une nouvelle approche de la microfinance en Afrique : la Facilité Africaine de décollage.

However, the geographical distribution of operations approved or implemented reveals a progressive deformation, with an increased weighting towards Asia and a pronounced decline in the share of Sub-Saharan Africa. From the beginning of the year 2012, the Foundation team became concerned about the situation and proposed to the Projects Committee and to the Board a new approach to microfinance in Africa: the Take-off Facility for Microfinance in Africa.

	Opérations approuvées par le Comité de Projets en 2012 <i>Projects approved by the Projects Committee in 2012</i>		Opérations signées en 2012 <i>Projects signed in 2012</i>		Engagements à fin décembre 2012 <i>Commitments as of December 2012</i>	
	Nb opérations <i>Nb of projects</i>	Montant (K€) <i>Amount (thousand €)</i>	Nb opérations <i>Nb of projects</i>	Montant (K€) <i>Amount (thousand €)</i>	Nb opérations <i>Nb of projects</i>	Montant (K€) <i>Amount (thousand €)</i>
Microfinance	24	14 942	18	13 160	38	19 792
Social Business	7	856	8	879	13	1 706
Total	31	15 798	24	14 039	51	21 498



L'assistance technique

La Fondation développe progressivement une offre d'assistance technique en faveur des IMF partenaires pour les aider à améliorer leur organisation, leur méthodologie de crédit, leur gestion des risques, leur mesure de la performance sociale, ou à développer de nouveaux produits pour mieux répondre aux attentes de leurs clients.

En 2012, le Comité Assistance Technique de la Fondation a étudié douze demandes de ses partenaires. Neuf missions d'AT ont été réalisées ou sont en cours de réalisation pour huit de ses partenaires basés en Afrique (RDC), en Asie (Cambodge, Indonésie, Philippines), en Europe (France, Kosovo) ainsi que dans les Caraïbes (Haïti). Les missions ont concerné la réalisation de plan d'affaires, de programmes de formation, ainsi que l'organisation de voyages d'étude en vue du développement de nouveaux produits agricoles.

Technical assistance

The Foundation is gradually developing a range of technical assistance services for its partner MFIs to help them to improve their organisation, lending methodology, risk management and social performance measurement, and to develop new products to better meet the expectations of their customers.

In 2012, the Foundation's Technical Assistance Committee studied twelve requests from its partners. New TA missions have been completed or are in progress for eight of its partners based in Africa (DRC), in Asia (Cambodia, Indonesia, and the Philippines), in Europe (France, Kosovo) and in the Caribbean (Haiti). Missions related to achieving business plan, training programs and organizing study tours for the development of new agricultural products.

La Facilité Africaine The Take-off Facility

Un nouvel outil au service de la mission de la Fondation Grameen Crédit Agricole

« La Facilité de décollage pour la microfinance agricole et rurale en Afrique »

A new tool in the service of the Grameen Crédit Agricole Foundation's mission:

“The Take-off Facility for rural and agricultural microfinance in Africa”



La Fondation Grameen Crédit Agricole cible prioritairement l'Afrique Subsaharienne dans son action en faveur d'un meilleur accès des plus défavorisés aux services financiers. C'est dans cette région en effet que des services financiers inclusifs sont les plus nécessaires et les moins développés.

Pour accompagner un plus grand nombre d'institutions de microfinance rurales dans cette région, l'équipe de la Fondation a proposé au Conseil d'administration de la Fondation de mettre en œuvre un dispositif pilote : « la Facilité de décollage pour la microfinance agricole et rurale en Afrique », et de rechercher pour ce faire l'appui de l'Agence Française de Développement. Le projet se donne pour objectif principal de renforcer des institutions de microfinance de taille moyenne, à orientation agricole et rurale et à fort potentiel de développement, mais qui peuvent présenter des faiblesses qui les rendent inéligibles aujourd'hui aux financements standards de la Fondation.

Il comporte deux volets :

- Un volet financier : élaboration d'une offre de financements adaptés, assortie de ratios financiers (PAR 30, OSS, Debt to equity) aménagés.
- Un volet assistance technique pour aider ces institutions à améliorer leur organisation, leur méthodologie de crédit, leur gestion des risques, etc.

Le conseil d'administration a donné son accord sur ce dispositif lors de sa réunion du 5 mars 2012 et donné mandat au Comité de Projets d'en finaliser les termes, au fur et à mesure de l'avancement de la négociation avec l'Agence Française de Développement (AFD).

L'AFD a accepté de participer au volet financier en permettant à la Fondation de bénéficier d'une garantie de 50% sur les prêts et garanties consentis dans le cadre de la Facilité. La garantie de portefeuille accordée par l'AFD pour deux ans portera sur un montant total de 7 millions d'Euros, correspondant à une capacité d'intervention de la Fondation de 14 millions d'Euros en Afrique et sur le pourtour méditerranéen, dont 3 millions pour les financements spécifiquement accordés dans le cadre de la Facilité. L'AFD a également accepté de contribuer à hauteur de 1,320 millions d'Euros en subvention au volet assistance technique, la Fondation contribuant pour sa part à hauteur de 0,3 million d'euros.

The Grameen Crédit Agricole Foundation targets primarily Sub-Saharan Africa within the framework of its action in favour of a better access for the most underprivileged to financial services. Indeed, it is in this region that inclusive financial services are most needed and least developed. In order

to support a greater number of rural microfinance institutions in the region, the Foundation team proposed to the Board of Directors to implement a pilot scheme, “the Take-off Facility for agricultural and rural microfinance in Africa” and to seek support from the French Development Agency. The project's main objective is to strengthen medium-sized agricultural and rural microfinance institutions which have substantial development potential, but which may have shortcomings that make them ineligible for standard funding from the Foundation today.

It has two components:

- A financial component: development of a range of suitable funding products, accompanied by adapted financial ratios (PAR 30, OSS, debt to equity).
- A technical assistance component to help these institutions to improve their organisation, lending methodology, risk management, etc.

The Board of Directors agreed to this facility at its meeting on 5 March 2012 and mandated the Projects Committee to finalise the terms as the negotiations with the French Development Agency (AFD) progress.

The AFD agreed to participate in the financial component, thus allowing the Foundation to benefit from a 50% guarantee on loans and guarantees granted under the Take-off Facility. The portfolio guarantee granted by the AFD for a two-year period will cover a total of 7 million euros, which corresponds to a capacity of intervention for the Foundation of 14 million euros in Africa and the Mediterranean, including three million in funding for specific grants under the Take-off Facility scheme. The AFD also agreed to contribute 1.32 million euros to the technical assistance component, to which the Foundation will also contribute an amount of €300,000.



Au total, la Fondation prévoit d'accompagner le développement d'une vingtaine d'institutions de microfinance, à vocation agricole et rurale, de taille moyenne ou petite, localisées dans les deux régions cibles de la Facilité : Afrique de l'Ouest et Afrique de l'Est. La Facilité sera déployée à partir d'avril 2013, avec deux relais locaux à Dakar et à Nairobi.

Cette initiative originale marque la détermination de la Fondation à donner priorité à l'Afrique sub-saharienne et à l'agriculture dans sa politique d'investissement et d'assistance technique.

In total, the Foundation plans to support the development of some twenty medium or small microfinance institutions that are agricultural and rural-based, and located in the two target areas of the Take-off Facility: West Africa and East Africa. The Take-off Facility will be deployed from April 2013, with two local correspondents in Dakar and Nairobi.

This original initiative is a mark of the Foundation's determination to give priority to Sub-Saharan Africa and agriculture in its investment and technical assistance policy.

La microassurance agricole

Agricultural microinsurance

Un instrument financier innovant au service du développement agricole et de la sécurité alimentaire : l'assurance indicielle des récoltes

An innovative financial instrument for agricultural development and food security: index-based crop insurance

Conformément à l'orientation stratégique approuvée par le Conseil d'Administration en octobre 2010 et à sa mission de contribuer à la lutte contre la pauvreté en facilitant l'accès des populations rurales aux services financiers, la Fondation s'est engagée dans la voie de la microassurance agricole. Son objectif est de contribuer à la création de produits d'assurance agricole mieux adaptés aux petits agriculteurs et ainsi d'encourager une augmentation du financement de l'agriculture dans les pays d'intervention de la Fondation.

La protection des personnes les plus pauvres contre les risques naturels et les aléas de la vie est une composante essentielle de la microfinance, insuffisamment développée. En particulier, la Fondation exerce une veille stratégique et participe à des projets expérimentaux dans le secteur de l'assurance agricole indicielle. En effet, dans le contexte de la plupart des pays en développement, les méthodes traditionnelles d'assurance des récoltes, du bétail et des biens, basées sur l'expertise, sont difficilement applicables. Compte tenu de montants assurables très faibles, l'expertise des sinistres, quand elle est disponible, est d'un coût disproportionné. En outre, en l'absence d'éducation financière des agriculteurs, la distribution des polices d'assurance doit le plus souvent être liée au crédit de récolte lui-même ou à la fourniture d'intrants. La microassurance doit donc inventer des produits spécifiques, à coût d'administration et de distribution très faible, tout en apportant une protection effective contre la perte de revenu ou de patrimoine du fait notamment de conditions météorologiques défavorables.

Le recours à des techniques d'assurance indicielle et à une distribution des polices d'assurance par les institutions de microfinance ou les groupements de producteurs permet d'atteindre cet objectif. Les indices peuvent être soit des indices de rendement, soit des indices météorologiques, élaborés à partir de séries historiques très longues. Les indices déclenchent automatiquement une indemnisation totale ou partielle, sans qu'il soit nécessaire d'expertiser la perte de récolte.

La Fondation intervient dans ce domaine sur trois axes principaux:

● **La Recherche :**

en partenariat avec Pacifica, filiale d'assurance dommages de Crédit Agricole SA, Astrium, filiale d'EADS spécialisée dans l'observation de la terre par satellite, l'Institut Europlace de Finance et les Universités de Paris-Dauphine et Nanterre, la Fondation participe à un programme de recherche sur les modèles d'assurance-récolte indiciels. Dans le cadre de ce partenariat, la Fondation bénéficie gratuitement pendant 2 à 3 ans de la présence en son sein d'une chercheuse sur ces modèles. En 2012, la Fondation a également collaboré avec la Fondation FARM notamment dans le cadre de son étude sur l'assurance agricole et de son colloque du 18 décembre 2012 sur les expériences et les perspectives de développement de l'assurance récolte indicielle.

In accordance with the strategic orientation approved by the Board of Directors in October 2010 and with its mission of contributing to the fight against poverty by facilitating rural access to financial services, the Foundation is committed to agricultural microinsurance. Its objective is to contribute to the creation of agricultural insurance products best suited to the needs of small farmers and thus to encourage increased funding for agriculture in the countries in which the Foundation operates.

Protection of the poorest people against natural risks and the uncertainties of life is an essential but underdeveloped component of microfinance. In particular, the Foundation carries out strategic monitoring and participates in pilot projects in the field of agricultural index-based insurance. Indeed, in the context of most developing countries, traditional methods of crop, livestock and goods insurance, based on assessment, are difficult to apply. Given the very low amounts insured, claims handling, when available, represents a disproportionate cost. In addition, due to the lack of financial literacy of farmers, the distribution of insurance policies must often be linked to the crop loan itself or to the provision of inputs. Microinsurance must therefore invent specific products, with very low administration and distribution costs, while at the same time providing effective protection against loss of income or assets due mainly to adverse weather conditions.

The use of index-based insurance techniques and of distribution of insurance policies by microfinance institutions or groups of producers allow this goal to be achieved. The indices can be either yield indices or weather-related indices, derived from very long historical data series. Indices automatically trigger a full or partial compensation, without the need to appraise the crop loss.

In this field, the Foundation is active in three main areas:

● **Research:**

In partnership with Pacifica, the casualty insurance subsidiary of Crédit Agricole SA, Astrium, an EADS subsidiary specialising in earth observation by satellite, the Europlace Institute of Finance and the Universities of Paris-Dauphine and Nanterre, the Foundation is participating in a research programme on index-based crop insurance models. As part of this partnership, the Foundation will have the benefit, at no cost, of the presence of a researcher focusing on these models, over a two to three-year period. In 2012, the Foundation also collaborated with the FARM Foundation, in particular within the framework of its study on agricultural insurance and of its conference held on 18 December 2012 on the experience gained and prospects for development of index-based crop insurance.

● L'expérimentation :

la Fondation participe au projet Assurance Récolte Sahel mené par PlaNet Guarantee et soutenu par la Société Financière Internationale dans le cadre de la Global Index Insurance Facility. La Fondation fournit une assistance technique et financière à ce projet pilote, qui vise à couvrir 60.000 petits agriculteurs dans quatre pays ouest-africains (Sénégal, Mali, Burkina Faso et Bénin) avec une assurance récolte indicielle, dans les quatre ans. En 2012, 7 produits d'assurance indicielle ont été élaborés, notamment pour le coton et le maïs.

● La veille :

la Fondation est un membre actif du Microassurance International Network (MIN) qui regroupe 70 institutions. La Fondation a notamment participé à l'établissement d'un Cadre de performance sociale pour le secteur de la microassurance sous la forme d'un manuel qui définit 10 indicateurs de performance sociale et donne des exemples concrets et des conseils pour leur mise en œuvre. D'autres institutions se sont associées à ce projet : ADA, BRS Belgium et GIZ/BMZ. Cette initiative reconnaît l'objectif principal du secteur de la microassurance, qui ne vise pas la maximisation du profit mais la mise en place de mécanismes d'atténuation des risques pour les pauvres, qui n'ont pas accès à l'assurance formelle ou aux mécanismes de protection sociale. Au cours de l'année 2012 la Fondation a également assuré l'animation du groupe de travail pour les bailleurs de fonds du secteur.

● Experimentation:

The Foundation is participating in the Harvest Insurance Sahel Project led by PlaNet Guarantee and supported by the International Finance Corporation within the framework of the Global Index Insurance Facility. The Foundation provides financial and technical assistance to this pilot project, which aims to cover 60,000 small farmers in four West African countries (Senegal, Mali, Burkina Faso and Benin) with index-based crop insurance, within four years. In 2012, seven index-based insurance products were developed, especially for cotton and corn.

● Monitoring:

The Foundation is an active member of the International Microinsurance Network (MIN), which groups together 70 institutions. In particular, the Foundation has participated in the establishment of a Social Performance Framework for the microinsurance sector in the form of a manual that defines 10 social performance indicators and provides examples and guidance for their implementation. Other institutions involved in this project are ADA, BRS Belgium and GIZ / BMZ. This initiative recognises the main objective of the microinsurance sector, which is not profit maximization but the implementation of risk mitigation measures for the poor, who do not have access to formal insurance or social protection mechanisms. During the year 2012, the Foundation also coordinated the working group for the sector funders.



La Fondation a organisé du 26 au 31 août 2012 un voyage d'étude sur la microassurance indicielle en Inde en partenariat avec le Centre pour l'assurance et la gestion des risques (CIRM) de Chennai. Vingt-trois participants venus de quatre continents et de 12 pays ont participé à ce voyage d'étude d'une semaine, représentant divers milieux professionnels : régulateurs, assureurs, dirigeants d'institutions de microfinance, fondations privées, bailleurs de fonds et chercheurs. Avec comme point de départ de la visite la ville de Chennai (ex-Madras), dans le Tamil Nadu, au sud du pays, ce voyage avait pour objectif de prendre connaissance sur le terrain et d'analyser ce qui a été fait à ce jour en Inde pour couvrir les petites exploitations contre le risque de perte de récolte par une assurance indicielle. L'Inde a une vaste expérience dans ce domaine, avec près de 30 millions de petites exploitations de moins de 2 ha couvertes par une assurance récolte basée sur des indices de rendement ou des indices météorologiques, et liée aux prêts de récolte.

From 26 to 31 August 2012, the Foundation organised a study tour on index-based microinsurance in India, in partnership with the Centre for Insurance and Risk Management (CIRM) in Chennai. Twenty-three participants from four continents and 12 countries participated in the one-week study tour, representing various professional backgrounds: regulators, insurers, managers of microfinance institutions, private foundations, donors and researchers. The aim of this study tour, that started in Chennai (formerly Madras), Tamil Nadu, in the south of the country, was to get a first-hand perspective and to analyse what has been done to date in India to cover small operations against the risk of crop loss, through index-based insurance. India has a vast experience in this field, with nearly 30 million small farms of less than 2 hectares covered by crop insurance based on yield or weather indicators and linked to harvest loans.

Le Social Business

Social Business

“Quand je rencontre un problème social, je propose une solution entrepreneuriale pour le résoudre”. (M. Yunus)

“When I see a social problem, I come up with a business solution to it”. (M. Yunus)

L'accompagnement financier d'entreprises de social business, sous forme de prises de participation en capital ou de prêts, est une composante essentielle du mandat de la Fondation. Toutefois, s'agissant d'un concept relativement récent, pour lequel n'existent pas les références et les outils d'analyse comparables à ce qui existe en microfinance, et d'une approche qui peut s'appliquer à des secteurs très divers, le développement du portefeuille Social Business de la Fondation ne peut être que progressif et reposer sur des analyses au cas par cas.

Malgré cette difficulté, au cours de l'année 2012, 7 apports en capital, sous forme de prises de participation ou d'avances en compte courant, ont été approuvés par le Comité de Projets au profit de 4 entreprises de Social Business, situées dans 3 pays, dont un nouveau pays (Cameroun). Parmi ces entreprises, trois sont de nouveaux partenaires de la Fondation et opèrent dans des domaines très différents :

- L'accès des populations rurales à l'eau potable (Cambodge et Madagascar).
- La production et la 1ère transformation de fruits tropicaux bio (Cameroun).
- La diffusion de spectacles vivants par de jeunes artistes, recrutés parmi les enfants les plus défavorisés et formés par une ONG (Cambodge).

En 2012, la Fondation a également complété son engagement financier dans la Laiterie du Berger au Sénégal et dans ABC Microfinance (Babyloan) en France. Elle a confirmé son investissement aux côtés de Danone et de Grameen dans la Grameen Danone Food Limited au Bangladesh, et dans Philéol Madagascar, aux côtés d'Investisseurs et Partenaires. Elle a également concrétisé sa prise de participation au capital de l'IMF Chamroeun au Cambodge.

The financial support of social businesses in the form of equity financing or loans is an essential component of the Foundation's mandate. However, as it is a relatively new concept, for which there are no references and analysis tools comparable to those existing in microfinance, and an approach that can be applied to a wide range of sectors, the development of the Foundation's Social Business portfolio can only be gradual and based on a case by case analysis.

Despite this difficulty, in 2012, seven capital investments in the form of equity financing or current account loans were approved by the Projects Committee for the benefit of four Social Business companies located in three countries, one of which was a new country (Cameroon). Of these companies, three are new partners of the Foundation and operate in very different areas:

- Access of rural populations to safe drinking water (Cambodia and Madagascar).
- Production and initial processing of organic tropical fruits (Cameroon).
- Presentation of live performances by young artists, recruited among the most disadvantaged children and trained by an NGO (Cambodia).

In 2012, the Foundation also completed its financial commitment to the Laiterie du Berger in Senegal and to ABC Microfinance (Babyloan) in France. It confirmed its investment alongside Danone and Grameen in Grameen Danone Food Limited in Bangladesh, and in Philéol Madagascar alongside Investisseurs et Partenaires. It also confirmed its equity holding in the IMF Chamroeun in Cambodia.



1001 Fontaines

La Fondation Grameen Crédit Agricole entre au capital d'UV+ Solaire

The Grameen Crédit Agricole Foundation takes an equity stake in UV+ Solaire



La Fondation Grameen Crédit Agricole est actionnaire de UV+ Solaire, tête de réseau de la franchise sociale « 1001 Fontaines » qui combine innovation sociale, technologique et organisationnelle pour fournir de l'eau potable aux paysans pauvres.

En effet, selon les dernières données de l'OMS et l'UNICEF, 2,1 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable dans le monde, dont 900 millions n'ont pas accès à une source d'eau. Plus de 60% vivent en Afrique sub-saharienne ou en Asie du Sud, 83% vit en zone rurale. De plus, les contraintes de collecte d'eau pèsent sur les femmes et les enfants, et le temps passé à collecter l'eau (ou le bois pour la bouillir) est autant de temps distraité d'activités productives ou éducatives. Les conséquences sanitaires sont désastreuses puisque 80% des maladies, notamment infantiles, sont d'origine hydrique. La diarrhée continue à tuer environ 2 millions de personnes chaque année, en majorité des enfants de moins de 5 ans.

Lancée en 2004 par François Jaquenoud et Lo Chay au Cambodge, la franchise sociale « 1001 Fontaines » permet aux habitants des zones rurales d'avoir un accès simple, peu coûteux et pérenne à l'eau potable. Elle développe des stations autonomes de potabilisation d'eau fonctionnant à l'énergie solaire et en confie la maintenance et la gestion à des microentrepreneurs villageois, dans le cadre d'un contrat de franchise et d'un cahier des charges fixant des normes exigeantes de qualité de l'eau. Vendue à très bas prix et livrée à domicile, l'eau est accessible aux populations démunies et isolées. Ainsi au Cambodge une bombonne de 20 litres coûte 14cts d'euros à la livraison contre 50 cts d'euros sur le marché. En outre, de nombreux emplois sont créés par les franchisés et les entrepreneurs ruraux, et le tissu économique villageois est dynamisé.

Teuk Saat est le franchisé cambodgien d'UV+ Solaire. Il compte aujourd'hui plus de 60 000 clients au Cambodge et dessert plus de 60 villages. « 1001 Fontaines » a aussi mis en place un système de parrainage (avec des parrains français) et offre de l'eau de qualité à plus de 43 000 écoliers au Cambodge.

Testée, puis développée au Cambodge, l'approche d'UV+ Solaire est également mise en œuvre avec le franchisé Saint-Gabriel à Madagascar. Saint Gabriel a 4 000 clients et parraine plus de 4 000 écoliers.

La Fondation, qui a souscrit 20% du capital d'UV+ Solaire, a également octroyé un prêt sous forme d'avance sur compte courant d'associés d'un montant de 99 000 euros. Le montant total de l'investissement de la Fondation auprès de l'institution se monte à 150 000 euros.

The Grameen Crédit Agricole Foundation is a shareholder in UV+ Solaire, network head of the social franchise "1001 Fontaines" which combines social, technological and organisational innovations to provide drinking water to poor farmers.

According to the latest data from the WHO and UNICEF, 2.1 billion people in the world still lack access to safe drinking water, 900 million of whom have no access to a water source. Over 60% of them live in Sub-Saharan Africa or in South Asia and 83% live in rural areas. In addition, the task of water collection falls to women and children, and the time spent collecting water (or wood for boiling it) is so much time diverted from productive or educational activities. The health consequences are disastrous, as 80% of the diseases, particularly among children, are waterborne. Diarrhoea still kills about two million people each year, mostly children under 5 years of age.

Launched in 2004 by François Jaquenoud and Lo Chay in Cambodia, the social franchise "1001 Fontaines" allows rural residents to have simple, inexpensive, and sustainable access to safe drinking water. It develops autonomous water purification stations powered by solar energy and entrusts their maintenance and commercial management to rural entrepreneurs within the framework of a franchise agreement and specifications that set high standards of water quality. Sold at very low prices with home delivery, water is available to remote and underprivileged populations. In Cambodia, a delivered 20-litre tank of water costs €0.14 compared to €0.50 at the market. In addition, many jobs are created by franchisees and rural entrepreneurs, and the economic fabric of the village is stimulated.

Teuk Saat is the Cambodian franchisee of UV+ Solaire. It now has more than 60,000 customers in Cambodia and serves more than 60 villages. "1001 Fontaines" also set up a system of patronage (with French sponsors) and provides quality water to over 43,000 school students in Cambodia.

Tested and developed in Cambodia, the UV+ Solaire approach has also been implemented with the St. Gabriel franchisee in Madagascar. Saint Gabriel has 4,000 customers and sponsors more than 4,000 students.

The Foundation, which has a 20% stake in UV+ Solaire, has also granted a loan in the form of an advance on shareholders' current account of a total amount of €99,000. The total investment of the Foundation with the institution amounts to €150,000.

Le Fonds Social Business

The Grameen Crédit Agricole Fund

La Fondation renforce son engagement au service des entreprises de Social Business

Pour donner plus d'ampleur et de visibilité à son action en faveur d'entreprises de social business, la Fondation a conçu le projet très innovant d'un fonds d'investissement entièrement dédié au financement de ce type d'entreprises. Ce Fonds a été constitué juridiquement fin 2012 sous le nom GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE FUND. Sa mise en œuvre opérationnelle est conditionnée par la levée de fonds, avec un objectif de 15 à 20 millions d'Euros recherchés auprès d'investisseurs professionnels ou avertis, socialement motivés, désireux de contribuer par leur investissement à la mission de lutte contre la pauvreté de la Fondation.

La Fondation prendra elle-même une participation de 20% dans le Fonds et, dans ce cadre, lui transférera les participations qu'elle a déjà prises dans des entreprises de social business. Le Grameen Crédit Agricole Fund sera à l'avenir le véhicule unique d'investissement social business de la Fondation.

Le Grameen Crédit Agricole Fund agira comme un facilitateur de projets, investissant de façon minoritaire dans des entreprises de social business qui ont pour mission soit de donner aux plus pauvres accès à des biens et services essentiels de façon adaptée, soit de développer à leur profit des chaînes de valeur inclusives. Le Fonds pourra aussi apporter des financements à moyen ou long terme aux entreprises partenaires. Le Grameen Crédit Agricole Fund investira essentiellement dans les pays d'Afrique, du Moyen Orient et d'Asie du Sud, conformément aux priorités géographiques de la Fondation. Toutefois, le Fonds pourra investir au capital d'entreprises sociales et solidaires dans les pays développés, dans la limite de 25% de son portefeuille.

Le Fonds Grameen Crédit Agricole sera lui-même un Social Business

Non seulement le Grameen Crédit Agricole Fund investira exclusivement dans des entreprises de social business, suivant l'approche définie par le Professeur M. Yunus, mais il sera lui-même un social business : les investisseurs rechercheront l'impact social le plus grand possible et s'engageront à recycler dans d'autres social business toute plus-value qui leur reviendrait lors de la liquidation du Fonds.

Le Grameen Crédit Agricole Fund est régi par la loi luxembourgeoise sur les Fonds d'investissement spécialisés, et prend la forme d'une SICAV, qui elle-même revêt la forme juridique d'une CoopSA (Coopérative organisée en Société Anonyme). Le Fonds est créé pour une durée de 10 ans, prorogeable de deux ans. La Fondation est le conseiller exclusif du Fonds pour la mise en œuvre de sa politique d'investissement. CACEIS Bank Luxembourg est la banque dépositaire et l'agent administratif du Fonds.

The Foundation strengthens its commitment to Social Business companies

To broaden the scope and visibility of its action in favour of social businesses, the Foundation has devised an innovative project, an investment fund entirely dedicated to the funding of this type of company. The fund was legally formed at the end of 2012 under the name Grameen Crédit Agricole Fund. Its operational implementation depends on the raising of funds, with a target of 15 to 20 million euros sought from socially motivated professional and informed investors, who wish to contribute through their investment to the Foundation's mission of fighting poverty.

The Foundation itself will take a 20% stake in the Fund and, within this context, will transfer to the Fund the participations it has already taken in various social businesses. The Grameen Crédit Agricole Fund will, in the future, be the sole social business investment vehicle of the Foundation.

The Grameen Crédit Agricole Fund will act as a project facilitator, investing in minority stakes in social businesses whose mission is either to give the poorest access to appropriate essential goods and services, or to develop inclusive value chains for their benefit. The Fund may also provide medium and long term funding to business partners. The Grameen Crédit Agricole Fund will invest primarily in Africa, the Middle East and South-East Asia, in line with the geographical priorities of the Foundation. However, the Fund may invest in the capital of social and solidarity-based enterprises in developed countries, within a limit of 25% of its portfolio.

The Grameen Crédit Agricole Fund will itself be a Social Business

Not only will the Grameen Crédit Agricole Fund invest exclusively in social businesses, following the approach outlined by Professor Yunus, but it will also be a social business itself: investors will seek the maximum possible social impact and commit to recycle into other social businesses any gain that they may obtain upon liquidation of the Fund.

The Grameen Crédit Agricole Fund is governed by the Luxembourg law on specialized investment funds, and has the form of a SICAV, which itself has the legal structure of a CoopSA (Cooperative organised as a Limited Company). The Fund is established for a ten-year period, with a possible extension for one two-year term. The Foundation is the sole advisor to the Fund for the implementation of its investment policy. CACEIS Bank Luxembourg is the custodian and administrative agent for the Fund.



La Fondation investira elle-même à hauteur de 20% du Fonds

Le Conseil d'administration de la Fondation dans sa réunion du 5 mars 2012 a approuvé la création et la structuration du Grameen Crédit Agricole Fund, ainsi que l'investissement de la Fondation dont une partie dans une tranche subordonnée qui absorbera les premières pertes. Il a désigné le Professeur M. Yunus, M. Jean-Michel Sévérino, M. Christian Talgorn, et M. Jean-Luc Perron pour la représenter au conseil d'administration du Fonds.

La composition du conseil d'administration du Fonds a été complétée avec M. Jean-François Abadie, Directeur Général de Crédit Agricole Luxembourg, et un comité d'investissement provisoire a été formé, constitué de Messieurs Raphaël Appert, Yves Couturier et du Professeur Latifee. Ces instances – conseil d'administration et comité d'investissement – ont vocation à être ouvertes à des représentants d'investisseurs et des personnalités indépendantes, à l'issue de la levée de fonds.

Son Conseil d'administration s'est réuni pour la première fois le 16 novembre 2012 pour valider la constitution du fonds, sa politique d'investissement ainsi que son organisation et sa gouvernance. **Le Professeur M. Yunus a accepté d'être le Président du Conseil d'Administration du Fonds et Jean-Michel Sévérino d'en être Vice-Président.** Deux managers chargés de la gestion journalière du fonds ont été nommés, en la personne de Messieurs Pascal Webanck et Christophe Person, mis à la disposition de la CoopSa à temps partiel. Les conventions à passer avec la Fondation, en tant que conseiller du Fonds pour la mise en œuvre de sa politique d'investissement, et avec CACEIS Bank Luxembourg, en tant que banque dépositaire et agent administratif du fonds, ont été approuvées.

Le Fonds entrera en 2013 dans sa période de souscription.

The Foundation will invest up to 20% of the Fund

The Board of Directors of the Foundation, at its meeting on 5 March 2012, approved the creation and structuring of the Grameen Crédit Agricole Fund, as well as the Foundation's investment, a substantial part of which will be invested in subordinated shares that absorb the first losses. It appointed Professor Yunus, Jean-Michel Severino, Christian Talgorn, and Jean-Luc Perron to represent it on the Board of Directors of the Fund.

The composition of the Fund's Board of Directors was completed with Jean-François Abadie, Managing Director of Crédit Agricole Luxembourg, and a provisional investment committee was created, composed of Mr. Raphaël Appert, Mr. Yves Couturier and Professor Latifee. These bodies – the Board of Directors and the Investment Committee – are intended to be open to representatives of investors and independent individuals, at the end of the fundraising period.

Its Board of Directors met for the first time on 16 November 2012 to ratify the establishment of the Fund, its investment policy as well as its organisation and governance. **Professor Yunus agreed to be the Chairman of the Board of Directors of the Fund and Jean-Michel Severino to be its Vice-Chairman.** Two managers responsible for the daily management of the fund were appointed in the person of Mr. Pascal Webanck and Mr. Christophe Person, put at the disposal of the CoopSA part time. The agreements to be signed, with the Foundation, as advisor to the Fund for the implementation of its investment policy, and with CACEIS Bank Luxembourg as custodian bank and administrative agent of the fund, were approved.

In 2013, the Fund will enter the subscription period.

Le Fonds a été créé à Luxembourg le 13 novembre 2012 sous la forme d'une CoopSA, dotée de 31 000 euros par la Fondation, et a été enregistré le 23 novembre sous la référence B 172 879 au registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg.

La CSSF du Luxembourg a délivré son visa définitif le 14 janvier 2013. La Fondation est conseillée sur ce dossier par le cabinet luxembourgeois Elvinger Hoss et Prussen.

The Fund was created in Luxembourg on 13 November 2012 as a CoopSA, endowed with €31,000 by the Foundation, and was registered on 23 November under the number B 172 879 in the Registry of Commerce and Companies of Luxembourg.

The Luxembourg CSSF gave its final approval on 14 January 2013. The Foundation is advised in this matter by the Luxembourg law firm Elvinger Hoss and Prussen.

Gestion des risques et contrôle interne

Risk management and internal control

La Fondation Grameen Crédit Agricole est régie par la Loi modifiée du 21 avril 1928 sur les Associations et les Fondations sans but lucratif du Luxembourg, et placée sous le contrôle du Ministère de la Justice du Grand-Duché.

The Grameen Crédit Agricole Foundation is governed by the amended law of 21 April 1928 on not-for-profit associations and foundations, and is under the control of the Ministry of Justice of the Grand Duchy.

Compte tenu de la nature essentiellement financière de son activité, sous forme de prêts, de garanties ou de prises de participation en capital, la Fondation s'est rapprochée de Crédit Agricole SA pour bénéficier de ses procédures et de ses outils en matière de contrôle interne des risques et de conformité. A cet effet une convention a été passée en juin 2011 entre la Fondation et Crédit Agricole SA en matière de risques et contrôles permanents, de conformité et d'audit.

Dans le cadre de cette convention, l'Inspection Générale de Crédit Agricole SA a réalisé une mission de contrôle de la Fondation en septembre 2011. Le rapport final de la mission d'inspection a été présenté au conseil d'administration de la Fondation, lors de sa réunion du 5 mars 2012. Tout en soulignant l'approche prudente de la Fondation dans la montée en charge de ses activités, une organisation adaptée en matière d'octroi de crédits et de fonctionnement du conseil d'administration, et un encadrement globalement satisfaisant des activités financières, l'inspection a formulé un certain nombre de recommandations pour sécuriser le fonctionnement de la Fondation et compléter ou améliorer ses procédures, principalement en matière de contrôle interne des risques et de conformité.

La grande majorité de ces recommandations ont été mises en œuvre en 2012.

Ainsi :

- Un correspondant risques et conformité a été désigné au sein de l'équipe de la Fondation, qui est en liaison avec les directions compétentes de Crédit Agricole SA.
- Un contrôleur externe indépendant a été nommé pour veiller au respect des procédures de risques et émettre un avis motivé sur le dispositif de contrôle interne de la Fondation.
- Un Comité de Contrôle Interne (CCI) de la Fondation a été créé et s'est réuni à deux reprises en 2012. Il a notamment approuvé la stratégie risques de la Fondation.
- Les procédures ont été complétées notamment en matière de gestion de la trésorerie de la Fondation, de gestion des risques de taux et de change, de suivi des partenaires IMF de la Fondation, de recouvrement et de relations avec les IMF partenaires rencontrant des difficultés dans le paiement de leur dette ou le respect des covenants.

Given the mainly financial nature of its activity, in the form of loans, guarantees or equity capital, the Foundation approached Crédit Agricole SA in order to benefit from its procedures and tools for internal risk and compliance control. To this end, an agreement was reached in June 2011 between the Foundation and Crédit Agricole SA for risks and permanent controls and for compliance and audit.

Under this agreement, the General Inspectorate of Credit Agricole SA carried out a monitoring mission of the Foundation in September 2011. The final report of the inspection mission was presented to the Board of Directors of the Foundation at its meeting on 5 March 2012. While stressing the cautious approach of the Foundation in the ramp-up of its operations, an appropriate organisation for the granting loans and for the operation of the board, and a generally satisfactory supervision of financial activities, the inspection made a number of recommendations in order to make the functioning of the Foundation more secure and to complete or improve its procedures, mainly relating to internal risk and compliance control.

The vast majority of these recommendations were implemented in 2012.

Therefore:

- A risk and compliance liaison person has been nominated within the Foundation team, who is in communication with the relevant departments of Crédit Agricole SA.
- An independent external auditor has been appointed to ensure compliance with risk procedures and to issue an opinion on the internal control review of the Foundation.
- An Internal Control Committee (ICC) of the Foundation was established which met twice in 2012. In particular, it approved the risk strategy of the Foundation.
- Procedures have been completed in particular relating to the management of the treasury of the Foundation, the management of risk and exchange rates, the monitoring of MFI partners of the Foundation, recovery and relationships with partner MFIs experiencing repayment or fulfilment of covenant difficulties.
- In terms of compliance, all client files have been brought into



- En matière de conformité, l'ensemble des dossiers clients ont été mis en conformité en les complétant des éléments KYC manquants et en procédant au criblage des dirigeants et des administrateurs de partenaires de la Fondation. Les collaborateurs de la Fondation ont été formés à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Ils ont accès aux outils du groupe Crédit Agricole SA pour le filtrage des bénéficiaires des financements de la Fondation (Factiva) et intègrent les résultats de ces screenings dans les dossiers d'investissement qui sont présentés au Comité de Projets de la Fondation. Ils ont été par ailleurs sensibilisés aux problèmes de sécurité des personnes en mission.

De son côté le Conseil d'administration, sur proposition du Délégué Général, a élargi les missions du Comité d'Éthique à la conformité et l'audit. C'est ce Comité qui a vocation à prendre connaissance des rapports de contrôle interne et de conformité et à faire toute recommandation utile au Conseil d'administration.

conformity by completing missing KYC elements and by conducting the screening of officers and directors of the Foundation's partners. The Foundation's staff were trained in the fight against money laundering and the financing of terrorism. They have access to the tools of Crédit Agricole SA for filtering the recipients of the Foundation's funding (Factiva), and they include the results of these screenings in the investment projects that are submitted to the Foundation's Projects Committee. They were also made aware of the security problems of personnel on mission.

The Board of Directors for its part, based on a proposal by the Managing Director, extended the mission of the Ethics Committee to compliance and auditing. This is the Committee whose mission it is to receive the internal control and compliance reports and to make recommendations to the Board.

Profil des IMF partenaires

Profile of partner microfinance institutions

En 2012, la Fondation a confirmé son positionnement original dans le financement des institutions de microfinance dans le monde

In 2012, the Foundation confirmed its original position in financing microfinance institutions in the world

En 2012, la Fondation a continué de donner la priorité aux IMF servant principalement les femmes. Ainsi, les IMF partenaires de la Fondation, c'est-à-dire les IMF avec lesquelles la Fondation est engagée contractuellement, cumulent un total de 1 748 728 emprunteurs actifs dont 88% de femmes, un pourcentage légèrement en baisse par rapport à 2011 mais relativement stable. La part des emprunteurs en zone rurale augmente et passe ainsi de 79% à 85%, dont 92% en Asie du sud et du sud-est, contre 88% en 2011.

In 2012, the Foundation continued to give priority to MFIs serving primarily women. Thus, the MFI partners of the Foundation, that is the MFIs with which the Foundation is contracted, garnered a total of 1,748,728 active borrowers of whom 88% were women, a relatively stable percentage but slightly down compared to 2011. The portion of borrowers in rural areas increased from 79% to 85%, of whom 92% are located in South and South-East Asia, compared to 88% in 2011.

Profil des IMF partenaires ¹ <i>Profile of MFI partners¹</i>	Global <i>Total</i>	Afrique Sub-Saharienne <i>Sub-Saharan Africa</i>	Asie du Sud et du Sud Est <i>South and South-East Asia</i>	Europe de l'Est et Asie Centrale <i>Eastern Europe and Central Asia</i>
Nombre d'IMF partenaires <i>Number of MFI partners</i>	27	8	12	7
Encours de crédit total (en K €) <i>Total loans outstanding (thousand EUR)</i>	541 259	172 964	305 435	62 859
Nombre d'emprunteurs actifs <i>Number of active borrowers</i>	1 748 728	456 642	1 210 925	81 161
% Femmes / <i>Women</i>	87,7%	95,5%	87,9%	39,9%
% Rural / <i>Rural</i>	84,8%	69,8%	91,6%	67,5%
Prêt moyen / <i>Average loan (EUR)</i>	485 €	346 €	294 €	815 €

1. Données transmises par les IMF partenaires au 31 décembre 2012. *Data communicated by partner MFIs as of 31 December 2012*

La comparaison entre les résultats publiés par Symbiotics et les chiffres tirés du portefeuille de la Fondation au 31 décembre 2012, confirme le positionnement spécifique de la Fondation.

The comparative study between the results published by Symbiotics and the figures of the Foundation as of 31 December 2012, confirms the specific positioning of the Foundation.

En effet, elle montre que la Fondation:

- **Intervient principalement en Asie et en Afrique :** En 2012, l'Afrique représentait 27% et l'Asie 49% des investissements de la Fondation contre une moyenne de 7% et de 17% respectivement pour l'ensemble des Véhicules d'investissement en microfinance (VIM) sondés. La part de l'Afrique sub-saharienne dans le portefeuille de la Fondation a diminué en 2012 par rapport à 2011 mais le positionnement reste le même en comparaison de l'ensemble des VIM sondés par Symbiotics.
- **Soutient en priorité les IMF à forte mission sociale, qui agissent :**
 - **dans les zones rurales** (85% pour la Fondation en 2012 contre 48% selon l'enquête Symbiotics (ce chiffre était de 79% pour la Fondation en 2011).
 - **auprès des femmes** (88% pour la Fondation contre une moyenne de 64% pour les VIM sondés) et

Indeed, it shows that the Foundation:

- **Is primarily involved in Asia and Africa:** in 2012, Africa represented 27% and Asia 49% of the Foundation's investments compared to an average of 7% and 17% respectively for the surveyed Microfinance Investment Vehicles (MIVs). The share of Sub-Saharan Africa in the Foundation's portfolio decreased in 2012 compared to 2011 but the positioning remains the same compared to Symbiotics surveyed MIVs.
- **Supports preferentially MFIs with a strong social mission,** which operate:
 - **in rural areas** (85% for the Foundation in 2012 compared to 48% according to the Symbiotics survey - this figure was 79% for the Foundation in 2011).
 - **with women** (88% for the Foundation in 2012 compared to an average of 64% for the surveyed MIVs) and

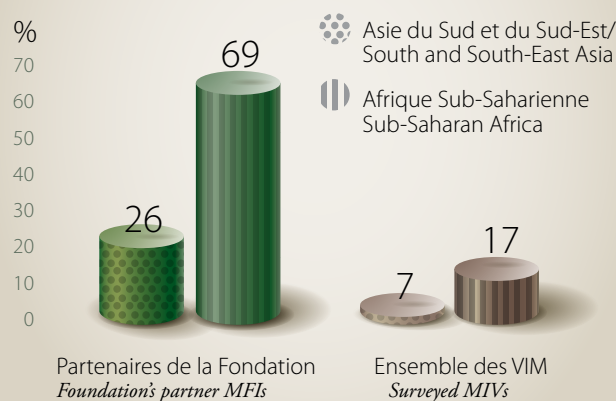
- **auprès de personnes plus pauvres**; la moyenne des prêts accordés par les IMF financées par les VIM interrogés est près de 3 fois supérieure (1 797 USD) à la moyenne des prêts accordés par les partenaires de la Fondation soit 640 USD en 2012.

⊙ **Neutralise les risques de change** de ses partenaires en prêtant principalement en monnaie locale. Les VIM sondés dans le cadre de l'étude Symbiotics prêtent à 29% en devise locale tandis que 95% des financements mis en place par la Fondation n'exposent pas les IMF partenaires à un risque de change. Par ailleurs, la Fondation porte le risque de change dans 18% de ses opérations de prêt contre 5% pour les VIM sondés.

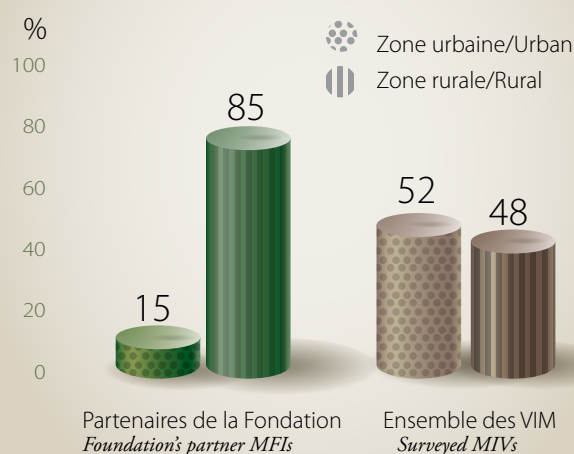
- **with poorer people**; the average loan of MFIs financed by interviewed MIVs is almost three times higher (\$1,797) than the average loan granted by the MFI partners of the Foundation, that is, \$640 in 2012.

⊙ **Neutralises the currency risks** of its partners by lending mainly in local currency. 29% of the MIV surveyed by Symbiotics lend in local currency compared to 95% of the funding facilities provided by the Foundation to partner MFIs which do not expose them to FOREX risk. In addition, the Foundation carries the currency risk for 18% of its lending operations compared to 5% for the surveyed MIVs.

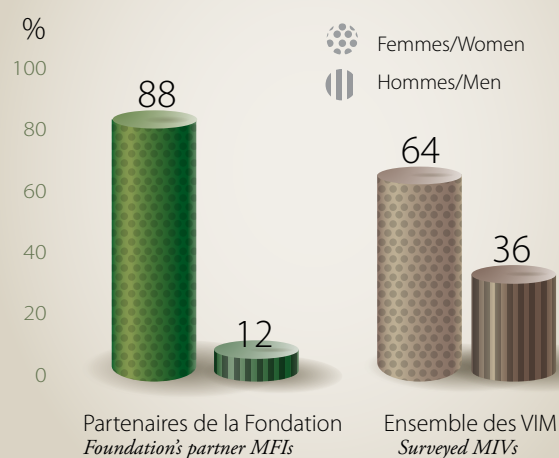
Distribution géographique des emprunteurs actifs Geographical distribution of active borrowers



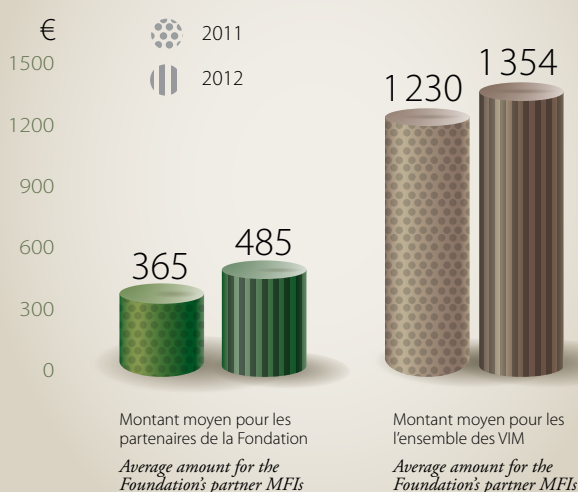
Répartition des emprunteurs actifs par zone d'intervention Distribution of active borrowers by intervention area



Répartition des emprunteurs actifs par genre Distribution of active borrowers by gender



Montant moyen des prêts octroyés Average amount of loans granted



1. En Juillet 2012, Symbiotics Research & Advisory SA a publié son enquête annuelle sur l'évolution des investissements en Microfinance et plus particulièrement du paysage des Véhicules d'Investissement en Microfinance (VIM). Les informations ont été recueillies en décembre 2011 auprès de 72 fonds d'investissement en microfinance sur un total de 99 VIM actifs, recensés au 31 décembre 2011.

1. In July 2012, Symbiotics Research & Advisory SA published the results of its annual survey of investment trends in microfinance and especially the landscape of Microfinance Investment Vehicles (MIV). The information was collected in December 2011 from 72 microfinance investment funds out of a total of 99 active MIV recorded as of 31 December 2011.

Des partenariats dans 18 pays

Partnerships in 18 countries



18

pays
countries

03

nouveaux
new ones

En 2012, la Fondation est active auprès d'Institutions de Microfinance et d'entreprises de Social Business dans 18 pays, dont 3 nouveaux (Bénin, Togo et Burkina Faso).

In 2012, the Foundation is committed with Microfinance Institutions and Social Business Companies in 18 countries, including three new countries (Benin, Togo and Burkina Faso).

Afrique Sub-Saharienne *Sub-Saharan Africa*

Bénin / Benin

Alidé

Kenya

KWFT

Madagascar

Tiavo

PhileoL

Mali

Soro Yiriwaso

Togo

Wages

Burkina Faso

Graine

République Démocratique du Congo/ Democratic Republic of Congo

Hekima

Sénégal / Senegal

La Laiterie du Berger
Caurie

Europe Occidentale *Western Europe*

France

ABC Microfinance (Babyloan)
UV+ Solaire (1001 Fontaines)

Asie du Sud et du Sud-Est *South and South-East Asia*

Cambodge / Cambodia

TPC

Chamroeun

HKL

AMK

Timor Leste / East Timor

TRM

Moris Rasik

Indonésie / Indonesia

Komida

MBK Ventura

Sri Lanka

Berendina Microfinance Institute
LOMC

Bangladesh

Grameen Danone Foods Ltd

Philippines

ASHI

Gata Daku

Europe de l'Est et Asie Centrale *Eastern Europe and Central Asia*

Kosovo

Kreditimi Rural i Kosovo

Azerbaïdjan / Azerbaijan

Findev

Azeristar

Viator

Tadjikistan / Tajikistan

Arvand

Humo & Partners

Phoenix+

OXUS



Focus Cambodge

Focus Cambodia

La Fondation est active au Cambodge depuis 2009

The Foundation has been active in Cambodia since 2009

Même s'il a su retrouver son niveau d'avant-crise, le Cambodge demeure un PMA (Pays Moins Avancé) avec un revenu quotidien par habitant inférieur à 2\$. Si plusieurs indicateurs liés aux Objectifs du Millénaire pour le Développement évoluent favorablement (47% des ménages ont désormais accès à l'eau potable contre 21% en 1998), le niveau de pauvreté s'est aggravé en 2009 pour la première fois depuis dix ans, en raison de la détérioration récente de la situation économique.

L'inclusion financière au Cambodge reste très faible. Selon la Banque mondiale, moins de 5% des Cambodgiens possèderaient un compte en banque.

La Fondation Grameen Crédit Agricole, qui est active au Cambodge depuis 2009, compte à fin 2012 cinq partenaires en microfinance et Social Business.

Ainsi, elle finance **HKL**, qui comptait à fin 2012 74 559 clients dont 75,6% de femmes et 79,5% de clients en zone rurale pour un portefeuille de prêts de 76,4 millions d'euros. Depuis 2010, HKL est habilitée à collecter de l'épargne et a réussi en seulement deux ans à se positionner en tant que leader en termes de nombre d'épargnants.

La Fondation soutient également **TPC**, une institution de microfinance dont plus de la moitié du portefeuille est dédiée au financement d'activités agricoles. Depuis 2010, la Fondation offre à TPC des financements en Thai Bath afin de soutenir le développement de ses opérations dans les régions frontalières avec la Thaïlande. A fin décembre 2012, l'institution comptait 122 077 clients dont 86,7% de femmes et 99,3% de clients en zone rurale.

La Fondation soutient également **AMK** depuis avril 2012, une institution de microfinance pionnière au Cambodge en matière de performance sociale. A fin 2012, AMK comptait 292 412 clients dont 87,2% de femmes et 97,8% de clients en zone rurale.

Chamroeun est une IMF à vocation fortement sociale, créée par Entrepreneurs du Monde, qui affiche le montant moyen de prêt le plus bas du secteur (environ 100 dollars) et cible les femmes vivant en zone péri-urbaine. La Fondation a commencé à fournir des prêts en monnaie locale à Chamroeun en 2010 avant de devenir actionnaire de l'institution début 2012. A fin décembre 2012, l'institution comptait 41 489 clients dont 85,4% de femmes.

Enfin, la Fondation est entrée au capital d'**UV+ Solaire / 1001 Fontaines** en décembre 2012 (voir encadré).

La Fondation souhaite poursuivre son investissement au Cambodge notamment par le biais du Social Business avec plusieurs projets à l'étude à fin décembre 2012.

If it has recovered its pre-crisis level, Cambodia remains an LDC (Less Developed Country) with a daily per capita income of less than \$2. If several indicators related to the Millennium Development Goals are evolving favourably (47% of households now have access to safe drinking water compared to 21% in 1998), the level of poverty worsened in 2009 for the first time in ten years due to the recent deterioration of the economic situation.

Financial inclusion in Cambodia remains very low. According to the World Bank, less than 5% of Cambodians are thought to have a bank account. The Grameen Crédit Agricole Foundation, which has been active in Cambodia since 2009, as of end December 2012 had five Microfinance and Social Business partners in the country.

Thus, it finances **HKL** which, at the end of 2012, had 74,559 active borrowers, of which 75.6% are women and 79.5% are located in rural areas, for a loan portfolio of 76.4 million euros. Since 2010, HKL has been authorised to collect savings and has succeeded in only two years to position itself as the leader in terms of number of savers.

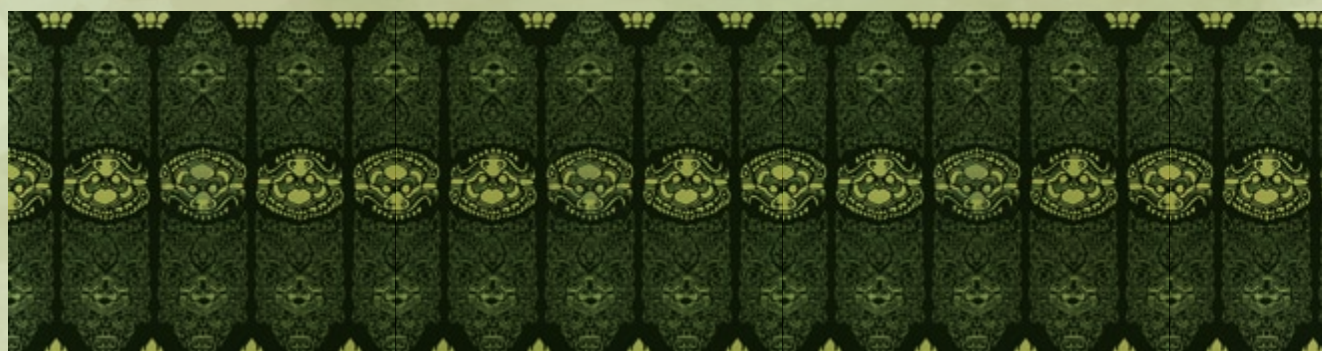
The Foundation also supports **TPC**, a microfinance institution, which has more than half of its portfolio dedicated to financing agricultural activities. Since 2010, the Foundation has provided funding to TPC in Thai Bath in order to support the development of its operations in the border areas with Thailand. At the end of December 2012, the institution had 122,077 active borrowers of which 86.7% were women and 99.3% were located in rural areas.

Since April 2012, the Foundation has also supported **AMK**, a pioneering microfinance institution in Cambodia in terms of social performance. At the end of 2012, AMK had 292,412 active borrowers of which 87.2% were women and 97.8% were located in rural areas.

Chamroeun is a highly socially oriented MFI created by Entrepreneurs du Monde, which exhibits the sector's lowest average loan amount (about \$100) and targets women living in outlying suburban areas. The Foundation began to provide loans in local currency to Chamroeun in 2010 before becoming a shareholder of the institution in early 2012. At the end of December 2012, the institution had 41,489 active borrowers of which 85.4% were women.

Finally, the Foundation became a shareholder of **UV+ Solaire / 1001 Fontaines** in December 2012 (see insert below).

The Foundation wishes to pursue its investments in Cambodia especially via Social Business with a number of projects under study at the end of December 2012.



Le Cambodge Cambodia

Superficie : 181 035 km²

Population : 14,9 millions d'habitants

PIB/hab. : 2 300 \$ (2011)

RNB/hab. : 1 848 \$ (2011)

Population sous seuil de pauvreté : 28,3% (2009)

Population en extrême pauvreté : 22 %

IDH : 0,523 (139^{ème} sur 187 pays classés en 2011)

Surface area: 181,035 km²

Population: 14,9 millions d'habitants

GDP per capita: 2,300 \$ (2011)

GNI per capita: 1,848 \$ (2011)

Population below poverty line: 28,3% (2009)

Population in extreme poverty: 22 %

HDI : 0,523 (139 out of 187 countries classified in 2011)

L'économie du Cambodge repose principalement sur l'agriculture, le textile, le tourisme et la construction. L'agriculture représente 31,2% du PIB, l'industrie 21,7%, les services 40,0%. L'agriculture, essentiellement centrée sur le riz, l'hévéa, le manioc, constitue la base de l'activité économique. Elle emploie 80% de la population active. Cependant, le pays connaît actuellement, suite à la crise mondiale, une détérioration de sa situation économique. Les moteurs de l'économie apparaissent insuffisamment diversifiés et trop fragiles.

Cambodia's economy relies mainly on agriculture, textiles, tourism and construction. Agriculture accounts for 31.2% of GDP, industry 21.7% and services 40.0%. Agriculture, mainly focused on rice, rubber and cassava, forms the base of its economic activity. It employs 80% of the workforce. However, the country is currently experiencing, as a result of the global crisis, a deteriorating economic situation. Traditional sectors of the economy are beginning to falter and new growth areas have not yet taken over. The engines of the economy appear insufficiently diversified and too fragile.

Audit social de la Fondation

Social audit of the Foundation

Depuis sa création en 2008, la Fondation Grameen Crédit Agricole intervient dans le secteur de la microfinance avec des instruments qui sont de même nature que ceux utilisés par les véhicules d'investissement spécialisés en microfinance (VIM). Elle se différencie toutefois des VIM par le ciblage des pays et des IMF, par une prise en compte, dès le premier contact et tout au long du processus d'analyse et de due diligence, du positionnement des IMF vis-à-vis des populations les plus défavorisées et par une évaluation systématique de leur performance sociale. Elle s'en distingue aussi par son offre de financement et par l'esprit de partenariat et d'accompagnement qu'elle essaye de développer avec les IMF.

Since its inception in 2008, the Grameen Crédit Agricole Foundation has been involved in the microfinance field with instruments that are similar to those used by the specialised microfinance investment vehicles (MIV). However, it differs from MIVs in the countries and MFIs it targets, by taking into account, from the first contact and throughout the analysis and due diligence process, the positioning of the MFIs vis-à-vis the most disadvantaged populations and by a systematic evaluation of their social performance. The Foundation also distinguishes itself from MIVs by its range of products and services, and the spirit of partnership and support that it tries to develop with the MFIs.





Après plus de quatre ans d'activité, il a paru utile de faire réaliser une évaluation externe permettant de déterminer dans quelle mesure ces orientations se sont effectivement traduites dans les processus, les outils et l'offre de produits et de services de la Fondation et la composition de son portefeuille de prêts ou de garanties aux IMF.

Ce regard externe, la Fondation l'a demandé à CERISE, une ONG française spécialisée dans l'évaluation de la performance sociale en microfinance, qui a contribué à la doter de son outil d'évaluation de la performance sociale des IMF (Social Performance Indicators), et qui a développé plus récemment une méthode d'audit social des acteurs financiers spécialisés en microfinance. Cet audit social a été lancé en septembre 2012 sur l'activité microfinance de la Fondation.

A l'issue du processus d'évaluation, CERISE a présenté ses conclusions sur la performance sociale de la Fondation Grameen Crédit Agricole.

Stratégie

La Fondation poursuit une mission claire et ses opérations sont bien gérées. Mais il y a un «chaînon manquant», correspondant à la planification à moyen terme: la Fondation gagnerait à définir des objectifs sociaux réalistes pour les trois prochaines années en termes de croissance visée, de ciblage géographique, de profil des partenaires, de manière de développer un partenariat solide (produits financiers, assistance technique, suivi).

Profil des IMF partenaires¹

A fin décembre 2012, les 27 IMF partenaires de la Fondation servaient plus de 1,7 million d'emprunteurs, dont 111 083 sont directement attribuables au financement de la Fondation. Le montant moyen des prêts des IMF partenaires de la FGCA est de 320 € (environ 420 USD) tandis que le montant moyen des prêts des IMF dans les portefeuilles de l'ensemble de VIM (Véhicules d'Investissement en Microfinance) est de 1 632 USD, ce qui montre que la Fondation travaille avec des IMF qui, généralement, ciblent les pauvres. La Fondation a réussi à associer les deux cultures, celle du Grameen Trust et celle du Crédit Agricole, pour mettre en œuvre une approche axée sur le milieu rural et les femmes. 87% des emprunteurs finaux sont des femmes et 84% vivent dans les zones rurales.

Ciblage des IMF

Le portefeuille de la Fondation est plus fortement axé sur l'Afrique sub-saharienne et l'Asie que la moyenne des VIM. Cependant, la couverture géographique actuelle ne correspond pas totalement aux priorités géographiques fixées dans le «Document de Politique Générale», à savoir

After more than four years of activity, it seemed useful to have an external evaluation carried out to determine to what extent these policies had actually been implemented in the Foundation's processes, tools, and range of products and services and in the composition of its portfolio of MFI loans and guarantees.

The Foundation asked CERISE to conduct this external evaluation. CERISE is a French NGO specializing in the assessment of social performance in microfinance, that gave the Foundation its MFI social performance assessment tool (Social Performance Indicators), and that has more recently developed a social audit methodology for financial players specialised in microfinance. This social audit was launched in September 2012 on the microfinance activities of the Foundation.

After the evaluation process, CERISE presented its conclusions on the social performance of the Grameen Crédit Agricole Foundation.

Strategy

The Foundation has a clear mission and its operations are well managed. But there is a "missing link", corresponding to mid-term planning: the Foundation would benefit from defining realistic social objectives for the next three years in terms of target growth, geographic focus, partner profiles and ways to build a strong partnership (financial products, technical assistance, monitoring).

Profile of partner MFIs¹

As of December 2012, the 27 Foundation partner MFIs were serving more than 1.7 million borrowers, 111,083 of which are directly attributable to the Foundation's financing. The average loan size of the Foundation partner MFIs is €320 (about 420 USD), while the average loan size of MFIs in the portfolios of all MIVs is 1,632 USD, which indicates that the Foundation is working with MFIs that are generally successful in targeting the poor. The Foundation has managed to mix two approaches, that of the Grameen Trust and that of Crédit Agricole, in order to implement an approach directed to women and the rural sector. 87% of final borrowers are women and 84% live in rural areas.

Targeting of MFIs

The Foundation's portfolio is more heavily focused on Sub-Saharan Africa and Asia than the average of the MIVs. However, the current geographic outreach does not fully match up to the geographical priorities fixed in the "General Policy Paper" (Document de Politique Générale), namely, Sub-Saharan Africa first, then North Africa / Middle

1. Les données concernant les IMF partenaires et analysées dans le cadre de l'audit social de la Fondation sont des données au 30 septembre 2012. Pour quatre IMF partenaires, les données utilisées correspondent à des périodes précédentes.

The partner MFIs data analysed as part of the social audit of the Foundation are data as of 30 September 2012. For four partner MFIs, the data correspond to previous periods.



l'Afrique sub-saharienne en n°1, puis l'Afrique du Nord / Moyen Orient et l'Asie du Sud et du Sud-Est; la part de l'Afrique Sub-saharienne tend à diminuer, tandis que l'instabilité politique dans la région MENA n'a pas permis à la Fondation d'y réaliser des investissements, et l'Asie du Sud et du Sud-Est représente désormais la majorité des investissements. A fin décembre 2012, 25% des engagements se situaient dans des pays à faible développement humain (Bénin, Burkina Faso, RDC, Kenya, Mali, Madagascar, Sénégal, Togo, Timor-Leste).

Adaptation des services et soutien aux IMF

Le défi pour la Fondation est de développer une gamme diversifiée de services qui apportent de la valeur à ses partenaires et qui les exposent au minimum de contraintes et de risques. En particulier la Fondation met tout en œuvre pour éviter de les exposer à un risque de change. La « Facilité de décollage pour la microfinance en Afrique », dont le lancement est prévu en 2013, est une réponse à ces défis : une plus grande implication en Afrique, des partenariats à long terme, le renforcement des capacités des IMF, une offre d'assistance technique pour le développement rural.

Responsabilité sociale

Malgré les efforts de la Fondation pour promouvoir les meilleures pratiques d'information et de protection des clients, environ un quart de ses partenaires locaux semblent avoir des pratiques non conformes. La Fondation est invitée à réfléchir, au-delà de son soutien aux principes (PIIF - Principes pour les investisseurs en finance inclusive), aux actions nécessaires pour inciter davantage ses partenaires : sensibilisation, engagements

East and South and South-East Asia; the Sub-Saharan Africa share is tending to decrease, while the political instability in the MENA region has not allowed the Foundation to invest there, and South and South-East Asia now represent the large majority of investments. As of end December 2012, 25% of the outstanding commitments were in countries with a low level of human development (Benin, Burkina Faso, DRC, Kenya, Mali, Madagascar, Senegal, Togo, Timor-Leste).

Adaptation of services and support to MFIs

The challenge for the Foundation is to develop a diversified range of services that bring value to its partners and that expose them to as few constraints and risks as possible. In particular, the Foundation strives to avoid exposing MFIs to currency risk. The "Take-off Facility for Microfinance in Africa", which is scheduled to be launched in 2013, is one answer to these challenges: greater involvement in Africa, long-term partnerships, capacity building of MFIs, an offer of technical assistance for rural development.

Social Responsibility

Despite the efforts of the Foundation to promote best information and client protection practices, about a quarter of its local partners appear to have non-compliant practices. The Foundation is invited to consider, beyond its support for the principles (PIIF – Principles for Investors in Inclusive Finance), what actions are needed to further encourage its partners: awareness, responsible commitments, Technical Assistance. The Foundation actively participates in international initiatives to promote

responsables, Assistance Technique. La Fondation participe activement aux initiatives internationales destinées à promouvoir une microfinance responsable, notamment dans le cadre de la Social Performance Task Force (SPTF), de Convergences 2015 et de l'e-mfp. Ainsi elle contribue à la définition des standards universels de gestion de la performance sociale et à l'élaboration par un groupe d'investisseurs de covenants responsables, adaptés à la taille et à la maturité des IMF.

Partenariat

La Fondation a adopté une politique relativement collaborative vis-à-vis de ses partenaires en cas de non-respect des engagements. Face à une crise, elle s'efforce de coordonner son action avec d'autres investisseurs pour analyser la situation, éviter la duplication des efforts et rechercher avec l'IMF partenaire des solutions équitables.

responsible microfinance, particularly in the context of the Social Performance Task Force (SPTF), Convergences 2015 and the e-MFP. In this way, it contributes to the definition of universal social performance management standards and the development, by a group of investors, of responsible covenants, suited to the size and maturity of the MFIs.

Partnership

The Foundation has adopted a relatively collaborative policy *vis-à-vis* its partners in the event of non-compliance. Faced with a crisis, it strives to coordinate its action with other investors in order to analyse the situation, avoid duplication of effort and seek equitable solutions with the partner MFI.

Conformité avec les Principes pour les investisseurs en finance inclusive (PIIF)

La Fondation démontre un degré élevé de conformité aux Principes pour les investisseurs en finance inclusive (PIIF) auxquels elle a souscrit.

L'audit social de CERISE fait plusieurs recommandations :

1. Clarté stratégique : définir un plan d'affaires à moyen terme intégrant des objectifs de performance sociale.

2. Assistance technique : il conviendrait de mettre davantage l'accent sur

- Le développement rural et la promotion du rôle des femmes.
- La protection des clients, par des actions de sensibilisation.
- La prise en compte de l'objectif social dans l'assistance technique fournie par la Fondation.

3. Gestion des connaissances au travers :

- Du partage des évaluations sociales avec les IMF.
- D'une exploitation plus systématique et normalisée des données fournies par les rapports de type SPI.

Compliance with the Principles for Investors in Inclusive Finance (PIIF)

The Foundation demonstrates a high degree of compliance with the Principles for Investors in Inclusive Finance (PIIF) to which it has subscribed.

CERISE's social audit makes several recommendations:

1. Strategic Clarity: define a medium term business plan incorporating social performance goals.

2. Technical assistance: there should be greater focus on

- Rural development and promotion of the role of women.
- Client protection, through awareness actions.
- Taking into account the social goal of the technical assistance provided by the Foundation.

3. Knowledge management through:

- Social assessment sharing with MFIs.
- A more systematic and standardised use of data from reports such as the SPI report.

Dossier

« La Fondation : un acteur engagé » “The Foundation: a committed actor”

Indépendante des intérêts commerciaux et financiers de ses fondateurs, mais fidèle à leurs valeurs et tirant sa force de leur réputation et de leur appui constant, la Fondation Grameen Crédit Agricole a créé en un peu plus de 4 ans un modèle nouveau de philanthropie d'entreprise au service du développement. Elle emprunte au monde de la philanthropie son désintéressement, sa finalité sociale et son inspiration humaniste. Elle emprunte au monde de l'entreprise et de la banque la rigueur d'analyse, l'expertise financière et la poursuite d'objectifs mesurables.

Independent of the commercial and financial interests of its founders, but true to their values and drawing its strength from their reputation and their continued support, the Grameen Crédit Agricole Foundation has created, in a little more than four years, a new model of corporate philanthropy for development. From the world of philanthropy it borrows its selflessness, its social purpose and its humanistic inspiration. From the world of business and banking it borrows analytical rigor, financial expertise and the pursuit of measurable objectives.

Acteur engagé depuis sa création, la Fondation a continué de s'impliquer au cours de l'année 2012 sur la scène nationale et internationale en participant notamment au 5ème Forum de Convergences 2015 dont Jean-Luc Perron, Délégué Général de la Fondation, est Vice-Président. Lancée en 2008, Convergences 2015 est la première plateforme de réflexion en Europe dédiée à la coopération internationale, à la microfinance, au social business et à l'économie sociale et solidaire pour la réduction de la pauvreté et la promotion des Objectifs du Millénaire pour le Développement. La Fondation Grameen Crédit Agricole continue de fortement s'associer aux initiatives de réflexion, de débat et de plaidoyer de la plateforme. Au cours de la 5ème édition du Forum mondial de Convergences, en septembre 2012, Jean-Luc Perron a présenté l'Appel Mondial pour une microfinance responsable. L'Appel Mondial, qui a pris la suite de l'Appel de Paris lancé l'année précédente, est une campagne de plaidoyer et d'action qui vise l'ensemble des acteurs concernés par ces questions : le grand public, les professionnels de la microfinance, les investisseurs et les décideurs politiques. Face aux dérives et aux excès constatés ici et là d'une microfinance commerciale, l'Appel propose une vision d'un secteur responsable, fidèle à la mission sociale de la microfinance, ainsi que des perspectives de développement pour l'ensemble des acteurs concernés.

La Fondation a également organisé au cours de l'année deux conférences qui lui ont permis de mieux faire connaître ses activités et de faire le bilan de 4 ans d'existence. En mars 2012, à l'occasion de ses quatre ans et en présence de Muhammad Yunus, Jean-Marie Sander, président du Crédit Agricole S.A. a présenté les résultats de la Fondation devant plus de 180 responsables

Actively involved since its inception, the Foundation continued to participate during the year 2012 on the national and international scene including participation in the 5th Convergences 2015 Forum, of which Jean-Luc Perron, Managing Director of the Foundation, is its Vice-President. Launched in 2008, Convergences 2015 is the leading platform for reflection in Europe dedicated to international cooperation, microfinance, social business and social economics for poverty reduction and the promotion of the Millennium development Goals. The Grameen Crédit Agricole Foundation continues to participate strongly in the platform's reflection, debate and advocacy initiatives. During the fifth edition of the Global Convergence Forum in September 2012, Jean-Luc Perron presented the Global Appeal for responsible microfinance. The Global Appeal, which took over from the Paris Appeal launched the previous year, is an advocacy and action campaign that targets all actors involved with these issues: the general public, microfinance practitioners, investors and policymakers. Faced with the excesses and abuses of commercial microfinance seen here and there, the Global Appeal offers a vision of a responsible industry, true to the social mission of microfinance, as well as development opportunities for all stakeholders.

During the year, the Foundation also organised two conferences that allowed it to raise awareness about its activities and to evaluate its four years of existence. In March 2012, at the celebration of the Foundation's fourth anniversary in the presence of Muhammad Yunus, Jean-Marie Sander, Chairman of Crédit Agricole SA, presented the results of the Foundation in front of more than 180 association leaders, members of



associatifs, membres d'ONG, investisseurs financiers et dirigeants du Crédit Agricole à Montrouge au nouveau siège du groupe. En Octobre, une conférence organisée au Cambodge a réuni près de 300 participants autour du thème "Microfinance et Social Business: des approches responsables et innovantes pour le développement social et économique du Cambodge".

Cet engagement de la Fondation lui vaut par ailleurs une forte reconnaissance au niveau de diverses instances avec notamment la nomination de Jean-Luc Perron en tant qu'expert au sein du GECES (Groupe d'Experts de la Commission sur l'Entrepreneuriat Social). Associé aux étapes préparatoires de la « Social Business Initiative » de la Commission Européenne, Jean-Luc Perron a été retenu pour siéger pour 3 ans au sein de ce Groupe consultatif, chargé de suivre la mise en œuvre des 11 actions-clé en faveur de l'entrepreneuriat social annoncées par la Commission Européenne dans sa communication d'octobre 2011. Ce groupe qui compte 44 experts, s'est réuni pour la première fois le 5 juin à Bruxelles en présence de Michel Barnier, Commissaire Européen en charge du marché intérieur et des services, et de László Andor, Commissaire Européen en charge de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion.

La Fondation est restée très engagée en participant à la 4ème édition du Global Social Business Summit qui s'est tenue à Vienne, en présence du Professeur Muhammad Yunus et de la Reine d'Espagne. Le GSBS est le rendez-vous annuel de la communauté mondiale du Social Business. Il rassemble grandes entreprises, organisations internationales, investisseurs, monde académique et porteurs de projets. L'utilisation de la « Swarm Intelligence » (intelligence collective) a rendu l'édition 2012 du GSBS particulièrement

NGOs, financial investors and Directors of Crédit Agricole in Montrouge, at the new headquarters of the Group. In October, a conference organised in Cambodia brought together nearly 300 participants on the topic of "Microfinance and Social Business: responsible and innovative approaches for economic and social development in Cambodia".

Moreover, this commitment is earning the Foundation strong recognition in various forums with notably the appointment of Jean-Luc Perron as a member of the GECES (Expert Group of the Commission on Social Entrepreneurship). Involved in the preparatory stages of the "Social Business Initiative" of the European Commission, Jean-Luc Perron was selected to serve for three years on this advisory group responsible for monitoring the implementation of the 11 key actions for social entrepreneurship announced by the European Commission in its Communication of October 2011. This 44-person team of experts met for the first time on 5 June in Brussels in the presence of Michel Barnier, European Commissioner for Internal Market and Services, and László Andor, European Commissioner for Employment, Social Affairs and Inclusion.

The Foundation remained highly committed by participating in the fourth edition of the Global Social Business Summit held in Vienna, in the presence of Professor Muhammad Yunus and Queen Sofia of Spain. The GSBS is the annual gathering of the global community of Social Business. It brings together large companies, international organisations, investors, academics and entrepreneurs. The use of "Swarm Intelligence" (collective intelligence) made the 2012 GSBS highly interactive, bringing



interactive, faisant émerger de nouvelles idées pour développer des projets de Social Business et enrichir l'approche développée par le Professeur Yunus.

La Fondation est en outre membre de l'EVPA (European Venture Philanthropy Association) depuis cette année et a participé à la Conférence annuelle organisée à Dublin. Au croisement du monde de la philanthropie et de l'investissement, la Venture Philanthropie vise à construire ou renforcer des organisations d'intérêt général en leur apportant un support financier et non-financier dans le but d'accroître leur impact sociétal.

La Fondation a également été très présente au cours de la Semaine Européenne de la Microfinance organisée par l'e-MFP, la plateforme de l'ensemble des acteurs européens de la microfinance au service du développement, dont la Fondation est membre depuis sa création. A l'initiative de la Fondation une session plénière a été organisée sur le thème du Social Business introduite par une intervention de M. Yunus.

La Social Performance Task Force (SPTF) est l'instance mondiale en charge d'élaborer et diffuser des standards, méthodes, indicateurs pour la gestion et le reporting de la performance sociale en microfinance et de faire connaître les meilleures pratiques. La Fondation a notamment accueilli une réunion de deux jours de la SPTF, avec 60 participants, à Paris en février 2012, et pris une part active à l'élaboration des standards universels de mesure et de reporting de la performance sociale en microfinance.

La Fondation a en outre apporté son soutien à la Grameen Bank, au moment où son indépendance est menacée par l'initiative du Gouvernement du Bangladesh d'en modifier les statuts par voie d'ordonnance. En effet depuis la démission forcée du Professeur Yunus en mai 2011 de ses fonctions de Directeur Général de la Grameen Bank, le poste est resté vacant. La fonction est provisoirement exercée par M. Shahjahan, par ailleurs administrateur de notre Fondation. Le Gouvernement du Bangladesh a introduit en août 2012 une nouvelle procédure de sélection et de désignation du Directeur Général de la banque, contre la volonté des 9 femmes élues qui représentent à son conseil d'administration les quelque 8 millions de femmes clientes de la banque. Le Délégué Général de la Fondation a pris une part active dans l'organisation de rencontres au plus haut niveau de l'Etat et du gouvernement pour que la France manifeste son soutien à l'intégrité et l'indépendance de la Grameen Bank, seule organisation asiatique à avoir reçu le Prix Nobel de la Paix. Le 29 octobre 2012, le Professeur Yunus a rencontré le Ministre français de l'Economie et des Finances et le Ministre Délégué à l'économie sociale et solidaire. Le 30 Octobre, il a rencontré le Président de la République, François Hollande. Celui-ci a exprimé son soutien à la microfinance et à l'entrepreneuriat social qui ont permis à des millions de personnes dans le monde de s'insérer dans la vie économique, y compris en France. Il a indiqué que la France agirait inlassablement dans les enceintes internationales et européennes pour favoriser la mise en place de financements innovants et accepté d'être « l'ambassadeur du social business ».



forth new ideas for developing Social Business projects and enriching the approach developed by Professor Yunus.

The Foundation has also been a member of EVPA (European Venture Philanthropy Association) since 2012 and as such participated in the Annual Conference in Dublin. At the crossroads of philanthropy and investment, Venture Philanthropy aims to develop or strengthen organisations of general interest by providing them with financial and non-financial support in order to increase their social impact.

The Foundation was also very active during European Microfinance Week organised by e-MFP, the platform of all European microfinance actors promoting development, of which the Foundation has been a member since its inception. At the initiative of the Foundation, a plenary session was held on the topic of Social Business with an introductory speech by Mr Yunus.

The Social Performance Task Force (SPTF) is the global body responsible for developing and disseminating standards, methods and indicators for the management and reporting of social performance in microfinance and for circulating best practices. In particular, in February 2012 in Paris, the Foundation hosted a two-day meeting organised by the SPTF, with 60 participants, and took an active part in the development of universal social performance measurement and reporting standards for microfinance.

The Foundation also provided support to the Grameen Bank, when its independence was threatened by the initiative of the Government of Bangladesh to amend its bylaws by way of decree. Indeed, since the forced resignation of Professor Yunus in May 2011 from his position as Managing Director of Grameen Bank, the position has remained vacant. The function is being filled temporarily by Mr. Shahjahan, also a Director of the Grameen Crédit Agricole Foundation. In August 2012, the Government of Bangladesh introduced a new procedure for the selection and appointment of the CEO of the bank, against the will of the nine women elected to its Board of Directors who represent some eight million women clients of the bank. The Managing Director of the Foundation has taken an active part in the organisation of meetings at the highest government level in order for France to voice its support for the integrity and independence of the Grameen Bank, the only Asian organisation to have received the Nobel Peace Prize. On 29 October 2012, Professor Yunus met with French Minister for the Economy and Finance and with the Special Task Minister for social and solidarity economy. On 30 October, he met with the President of the Republic, François Hollande. President Hollande expressed his support for microfinance and social entrepreneurship that have helped millions of people around the world, including France, to fit into economic life. He said that France would act tirelessly in international and European forums to promote the development of innovative financing and agreed to be the "ambassador of social business."

A photograph of an elderly woman with grey hair, wearing a dark patterned headscarf, sitting at a desk and signing a document with a blue pen. Her left hand is pointing at the document. On the desk, there is a computer monitor, a keyboard, and a mouse. Another person's hand is visible on the left, also holding a pen. The background is slightly blurred, showing an office environment.

Etats Financiers Financial Statements

Rapport du Réviseur d'entreprises agréé

Report on the annual accounts

Conformément au mandat qui nous a été donné par le Conseil d'administration le 5 mars 2012, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de GRAMEEN CREDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION, comprenant le bilan au 31 décembre 2012, ainsi que le compte de résultat pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives aux comptes annuels.

Responsabilité du Conseil d'administration dans le cadre des comptes annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg. Il est également responsable du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la *Commission de Surveillance du Secteur Financier*. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique ainsi que de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du *réviseur d'entreprises agréé*, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le *réviseur d'entreprises agréé* prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

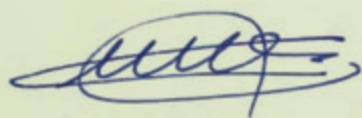
Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de GRAMEEN CREDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport relatif à d'autres exigences légales et réglementaires

Le rapport de gestion, relevant de la responsabilité du Conseil d'administration, est cohérent par rapport aux comptes annuels.

Pour Deloitte Audit, Cabinet de révision agréé :



Philippe Lenges, Réviseur d'entreprises agréé
4 mars 2013

Report of the Réviseur d'entreprises agréé

Report on the annual accounts

Following our appointment by the Board of Directors on March 5, 2012, we have audited the accompanying annual accounts of GRAMEEN CREDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION, which comprise the balance sheet as at December 31, 2012 and the surplus and loss account for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Responsibility of the Board of Directors for the annual accounts

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of these annual accounts in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Responsibility of the Réviseur d'entreprises agréé

Our responsibility is to express an opinion on these annual accounts based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing as adopted for Luxembourg by the *Commission de Surveillance du Secteur Financier*. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the annual accounts are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the annual accounts. The procedures selected depend on the réviseur d'entreprises agréé's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the réviseur d'entreprises agréé considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the annual accounts in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Directors, as well as evaluating the overall presentation of the annual accounts.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

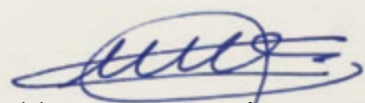
Opinion

In our opinion, the annual accounts give a true and fair view of the financial position GRAMEEN CREDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION as of December 31, 2012, and of the results of its operations for the year then ended in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts.

Report on other legal and regulatory requirements

The management report, which is the responsibility of the Board of Directors, is consistent with the annual accounts.

For Deloitte Audit, *Cabinet de révision agréé*:



Philippe Lenges, *Réviseur d'entreprises agréé*
Partner

March 04, 2013

Bilan / Balance Sheet

Au 31 décembre 2012 (exprimé en euros) / As at December 31, 2012 (expressed in euros)

Actif / Assets	Note	2011	2012
Actifs immobilisés / Fixed assets		50 114 750	49 963 165
Actifs financiers / Financial assets	3		
Prêts / Loans	3.1	11 465 717	16 543 282
BMTN / Bonds	3.2	26 000 000	14 000 000
Dépôts à terme / Deposits	3.3	10 213 659	15 912 101
Prises de participation / Equities	3.4	2 273 778	3 201 760
Créances à recouvrer / Debts receivable	3.5	161 596	306 022
Actifs circulants / Current assets		1 016 280	1 155 394
Créances / Debtors	4	981 197	1 129 513
Avoirs en banque et caisse / Cash at bank and in hand	5	35 083	25 881
Charges payées d'avance / Prepaid expenses		2 857	5 983
TOTAL ACTIF / TOTAL ASSETS		51 133 887	51 124 542

Passif / Liabilities	Note	2011	2012
Dons et résultat / Grants and result	6	50 688 199	50 408 432
Dons initiaux / Initial grants		50 001 000	50 001 000
Report à nouveau / Surplus carried forward		859 190	687 199
Résultat de l'exercice / Result of the financial period		- 171 991	- 279 767
Provisions pour risques et charges / Provisions for liabilities and charges		117 157	177 851
Autres provisions / Other provisions	7	117 157	177 851
Dettes / Creditors		328 531	517 217
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale / Tax and social security debts		186 790	235 813
Autres dettes / Other debts	8	141 741	281 404
Produits à recevoir / Deferred income		-	21 042
TOTAL PASSIF / TOTAL LIABILITIES AND EQUITY		51 133 887	51 124 542

Compte de résultat / Profit and Loss account

Charges / Charges	Note	2011	2012
		01/01/11 - 31/12/11	01/01/12 - 31/12/12
Charges de personnel / Staff costs	9	601 078	859 858
Ajustements de valeur / Value adjustments	2 - 3.1	385 914	194 648
Charges exceptionnelles / Extraordinary charges	3.1	-	680 840
Autres charges externes / Other external charges	10	1 276 669	1 567 929
Charges financières / Financial charges		42 554	36 366
Total charges / Total charges		2 306 215	3 339 641

Produits / Income	Note	2011	2012
		01/01/11 - 31/12/11	01/01/12 - 31/12/12
Produits provenant d'autres valeurs mobilières et de prêts faisant partie des actifs financiers / Income from other transferable securities and from loan forming part of the financial assets	3.1 - 3.2 - 11	1 875 046	1 697 199
Autres produits financiers / Other financial income	12	259 178	681 835
Reprise de provisions sur les actifs financiers / Reversal of value adjustments on financial assets		-	680 840
Total produits / Total income		2 134 224	3 059 874
Résultat de l'exercice / Net income for the financial period		- 171 991	- 279 767

Notes aux comptes

Note 01. PRESENTATION GENERALE

La Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation (la "Fondation") a été créée le 24 Septembre 2008 après approbation par les autorités compétentes du Luxembourg.

La Fondation a son siège au 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. Elle est régie par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. Elle est placée sous le contrôle du Ministère de la Justice du Grand-duché de Luxembourg.

La Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation, fondée par Grameen Trust et Crédit Agricole SA, a été dotée de 50 001 000 euros (50 000 000 euros provenant de Crédit Agricole SA et 1 000 euros provenant de Grameen Trust), dans l'objectif de lutter contre la pauvreté et l'exclusion financière dans les pays émergents, en appuyant le développement des Institutions de Microfinance (IMF) et en soutenant les projets de Social Business.

La Fondation a pour objet de fournir un appui financier aux IMF par des prêts, des garanties ou des prises de participation, et de leur offrir une assistance technique adaptée à leur stade de développement, en se concentrant sur celles qui encouragent l'agriculture et les activités rurales.

La Fondation souhaite être active principalement dans les trois régions suivantes:

- Afrique subsaharienne,
- Afrique du Nord et Moyen Orient,
- Asie du Sud et du Sud-Est.

L'exercice financier de la Fondation commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice a débuté le 24 septembre 2008 et a pris fin le 31 décembre 2009.

A la date du présent rapport, la Fondation offre des prêts en EUR, USD, XOF, KHR, IDR, THB, AZN, PHP, KES et TJS selon la zone monétaire de l'institution partenaire et se fixe pour objectif de proposer des prêts dans d'autres devises (sous la condition de pouvoir se couvrir grâce à des opérations de swaps de devises et de taux d'intérêt avec des tiers).

La Fondation est dirigée par un Conseil d'Administration et les deux comités spécialisés qui sont composés de membres du Conseil d'Administration :

- Le Comité de Projets qui a pour vocation de statuer sur les propositions de financement des IMF et de projets Social Business soumis par le Délégué général, dans les limites décidées par le Conseil d'administration,
- Le Comité d'éthique, de la conformité et de l'audit qui a pour mission de veiller au respect de la déontologie et à la conformité de la Fondation à son mandat social et d'examiner les comptes annuels de la Fondation.

Un Délégué Général a été nommé et a reçu toutes les délégations de pouvoir nécessaires à la gestion courante et au fonctionnement de la Fondation.

Les statuts de la Fondation ont été publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations le 30 octobre 2008. La Fondation est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro R.C.S. Luxembourg G 194.

Note 02. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes annuels ont été élaborés selon les lois et règlements en vigueur dans le Grand-duché du Luxembourg. La présentation du bilan et du compte de résultat a été adaptée aux spécificités de la Fondation.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

2.1. Actifs financiers

Les actifs financiers sont enregistrés à leur coût d'acquisition. En cas de baisse permanente de la valeur des actifs financiers, il est procédé à un ajustement de valeur.

2.2. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale, ajustées, le cas échéant, des montants non recouvrables. Ces ajustements de valeur sont établis selon l'appréciation de la direction.

2.3. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour couvrir les risques et charges prévisibles sont constituées à la fin de chaque exercice. Les provisions effectuées au cours des années précédentes sont régulièrement examinées et peuvent être reprises en compte de résultat.

2.4. Passifs

Les dettes sont enregistrées à leur valeur de remboursement, après prise en compte du total des tirages et montants remboursés.

2.5. Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont constatés prorata temporis. Ils comprennent les produits d'intérêts sur la trésorerie et équivalents et sur les titres de créances.

2.6. Conversion de devises étrangères

La Fondation produit ses comptes en EUR. Le bilan et le compte de résultat sont exprimés dans cette monnaie. Les montants libellés en devises étrangères sont convertis en EUR comme suit :

- tous les actifs, autres que les actifs financiers, sont enregistrés à leur plus faible contre-valeur en EUR, après conversion soit au taux historique soit au taux en vigueur à la clôture de l'exercice. Les actifs financiers sont convertis en EUR au taux historique ;
- tous les passifs sont enregistrés à leur plus forte contre-valeur en EUR, après conversion soit au taux historique, soit au taux en vigueur à la clôture de l'exercice ;
- les produits et charges libellés en devises étrangères sont convertis en EUR au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

En conséquence, seuls les gains et les pertes de change réalisés sont reflétés dans le compte de résultat.

2.7. Swaps croisés de devises et de taux

Les prêts IMF libellés en devises autres que l'EUR ou le XOF sont couverts par des accords de swaps croisés de devises et de taux, puis enregistrés au cours de change de l'euro convenu. Ainsi, la couverture est totale.

Note 03. ACTIFS FINANCIERS IMMOBILISES

Les actifs financiers détenus par la Fondation au 31 décembre 2012 peuvent être ventilés comme suit:

3.1. Prêts

Les prêts suivants ont été accordés à des Institutions de Microfinance.

N°	Nom de l'IMF	Montant accordé	Montant (EUR)	Montant résiduel après remboursement en capital (EUR)	Date de tirage	Intérêts 2012 (EUR)
1	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	1 000 000	1 000 000	13.03.09	124 250
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	1 000 000	1 000 000	15.04.09	
2	Kenya Women Finance Trust	USD	2 000 000	1 434 720	22.06.09	22 522
	Kenya Women Finance Trust	KES	216 303 700	2 000 000	20.01.11	98 011
3	Soro Yiriwaso ¹	XOF	330 000 000	503 082	02.11.10	20 459
4	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD	500 000	338 754	06.11.09	17 537
	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD	1 500 000	1 100 917	05.03.10	
	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD	1 250 000	937 031	05.04.12	
5	Caurie Microfinance	XOF	328 000 000	500 033	14.12.09	3 646
	Caurie Microfinance	XOF	700 000 000	1 067 143	09.07.12	20 835
6	Thaneakea Phum Cambodia	THB	30 000 000	740 924	19.11.10	35 055
	Thaneakea Phum Cambodia	THB	20 000 000	462 984	26.08.11	30 869
	Thaneakea Phum Cambodia	THB	30 000 000	768 010	24.08.12	20 967
7	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	6 000 000 000	498 502	26.11.10	23 398
	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	5 775 053 924	484 561	27.08.12	12 646
	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	7 100 000 000	564 013	07.12.12	2 941
8	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	585 200 000	100 000	02.11.10	4 088
	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	2 000 000 000	346 380	03.06.11	20 342
9	Mec Feptides	XOF	100 000 000	152 449	30.09.10	4 438
10	Moris Rasik	USD	500 000	365 177	02.02.11	19 904
11	Azeri Star Microfinance LLC	AZN	400 000	369 788	22.02.11	17 334
	Azeri Star Microfinance LLC	AZN	350 000	344 929	31.10.12	4 259
12	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN	600 000	543 134	16.03.11	25 459
	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN	489 500	500 000	24.08.12	12 296
13	Mitra Bisnis Keluarga	IDR	10 042 296 000	800 000	15.04.11	38 656
14	Gata Daku Multi-Purpose Cooperative	PHP	23 000 000	372 416	01.06.11	23 136
15	Ahon Sa Hirap Inc	PHP	30 000 000	473 138	10.06.11	27 473
16	Finance for Development	AZN	500 000	445 236	22.06.11	27 660
	Finance for Development	AZN	500 000	499 650	26.11.12	3 537
17	IMF Hekima	USD	340 000	238 848	28.06.11	14 344
18	Tuba Rai Metin	USD	300 000	227 273	15.12.11	16 923
19	Arvand LLC	TJS	3 000 000	478 981	22.12.11	29 851
20	LLC MLO Humo & Partner	TJS	3 000 000	485 154	10.01.12	29 685
21	Alidé	XOF	400 000 000	609 796	25.04.12	19 310
22	LOLC Microcredit	EUR	2 000 000	2 000 000	16.05.12	85 611
23	Graine SARL	XOF	150 000 000	228 674	20.06.12	9 909
24	AMK Ltd	KHR	5 000 000 000	985 610	14.06.12	35 549
25	Mif Phoenix	TJS	1 500 000	240 365	27.11.12	1 594
26	Wages	XOF	500 000 000	762 245	15.11.12	7 961
			24 969 917	16 669 053 ²	956 259	

Les prêts en USD, KHR, THB, IDR, AZN, PHP, KES et TJS sont couverts par des swaps croisés de devises et de taux. Pour les prêts couverts par des swaps croisés de devises et de taux (CCIRS), les marges relatives aux CCIRS sont incluses dans les intérêts reçus et/ou intérêts courus.

3.1. Prêts (suite)

N°	Nom de l'IMF	Provision au 01.01.2012	Nouvelles provisions	Reprises de provisions sur les actifs financiers immobilisés	Provisions au 31.12.2012
1	Miselini ³	326 202	-	326 202	-
2	Sero Lease & Finance Limited ⁴	354 638	-	354 638	-
	Soro Yiriwaso ¹	-	127 950	-	127 950
		680 840	127 950	680 840	127 950

1. Compte tenu du risque de défaut de paiement, le prêt et les intérêts courus de Soro Yiriwaso ont été dépréciés pour moitié. Le montant de la dépréciation s'élève à EUR 125,771 pour le prêt et à EUR 2,180 pour les intérêts courus. Cette dépréciation est enregistrée dans le compte "Ajustements de valeur sur les actifs financiers immobilisés".

2. Vu la dépréciation du capital résiduel du prêt à Soro Yiriwaso, le montant résiduel après remboursement s'élève à EUR 16,543,282.

3. Compte tenu des défauts de paiement, le prêt et les intérêts courus de Miselini sont considérés irrécouvrables. La Fondation a décidé de passer en perte le montant résiduel du prêt (EUR 306,298) ainsi que les intérêts courus (EUR 19,904). Cette perte est enregistrée dans le compte "Pertes réalisées sur les actifs financiers immobilisés".

4. Compte tenu des défauts de paiement, le prêt et les intérêts courus de Sero Lease & Finance Limited sont considérés irrécouvrables. La Fondation a décidé de passer en perte le montant résiduel du prêt (EUR 348,967) ainsi que les intérêts courus (EUR 5,671). Cette perte est enregistrée dans le compte "Pertes réalisées sur les actifs financiers immobilisés".

3.2. Obligations

3.2.1. Bons à moyen terme négociables

Au 31 décembre 2012, la Fondation a souscrit à des BTM du Crédit Agricole S.A.

N°	Montant (EUR)	Montant résiduel après remboursement (EUR)	Date de valeur	Date d'échéance	Taux	Intérêts à la date d'échéance (EUR)	Intérêts reçus (EUR)	Intérêts courus (EUR)	Total (EUR)
1	6 000 000	-	24.03.09	19.01.12	3.57%	605 042	10 563	-	10 563
2	6 000 000	-	24.03.09	19.06.12	3.74%	727 302	103 900	-	103 900
3	6 000 000	6 000 000	24.03.09	19.01.13	3.92%	900 204	11 599	224 246	235 845
4	3 000 000	3 000 000	25.10.11	26.10.15	3.83%	460 230	93 494	21 091	114 585
Total	21 000 000	9 000 000				2 592 778	219 556	245 337	464 893

3.2.2. Euro Medium Term Notes (Titres de créance à moyen terme)

Au 31 décembre 2012, la Fondation a souscrit aux EMTN émis par Crédit Agricole Corporate & Investment Bank suivants :

N°	Montant (EUR)	Montant résiduel après remboursement (EUR)	Date de valeur	Date d'échéance	Taux	Intérêts à la date d'échéance (EUR)	Intérêts reçus (EUR)	Intérêts courus (EUR)	Total (EUR)
1	5 000 000	5 000 000	04.03.11	04.03.15	3.62%	724 496	30 745	150 255	181 000

3.3. Placements en dépôts à terme

N°	Montant (EUR)	Période de dépôt	Nombre de jours	Taux %	Montant total des intérêts à recevoir (EUR)	Intérêts à recevoir à la date de clôture (EUR)
1	3 000 000	08.06.10 – 09.06.14	1 462	2.375	289 354	40 969
2	2 600 000	26.11.12 – 01.07.13	217	0.22	3 448	572
3	1 930 000	27.12.12 – 07.01.13	11	0.02	12	5
4	3 450 000	06.11.09 – 06.11.13	1 461	3.05	440 551	342 800
5	1 500 000	24.10.11 – 24.10.15	1 459	3.78	239 987	67 663
6	3 050 000	03.02.12 – 03.02.16	1 460	3.71	477 372	103 234
Total	15 530 000 ¹				1 450 724	555 243 ¹

¹ Au 31 décembre 2012, un montant de EUR 382,101 a été capitalisé. Le montant nominal des Placements en dépôts à terme s'élevait à EUR 15 912 101.

3.4. Participations en capital

Au 31 décembre 2012, la Fondation détient les participations en capital suivantes :

Nom	Coût d'acquisition en devise	Coût d'acquisition (EUR)	Ajustement de valeur au 31 décembre 2011	Valeur au 31 décembre 2011
Laiterie du Berger	XOF 303 000 000	EUR 461 921	-	EUR 461 921
Babyloan	-	EUR 205 765	EUR (41 265) ¹	EUR 164 500
TCX	USD 2 395 144	EUR 1 869 751	EUR (54 144) ²	EUR 1 815 607
Grameen Danone Food	BDT 50 000 000	EUR 472 633	-	EUR 472 633
Phileol Madagascar	MGA 142 492 500	EUR 50 000	EUR (3 098) ²	EUR 46 902
Chamroeun MF Ltd	KHR 824 978 000	EUR 158 167	-	EUR 158 167
Grameen CA Fund		EUR 31 000	-	EUR 31 000
UV + Solaire		EUR 51 030	-	EUR 51 030
Total		EUR 3 300 267	EUR (98 507)	EUR 3 201 760

¹ L'ajustement de valeur est enregistré dans le compte "Ajustement de valeur sur les actifs financiers immobilisés". ² L'ajustement de valeur est enregistré dans le compte "Pertes de change".

3.5. Créances à recouvrer

Conformément au protocole d'accord conclu le 03 février 2010, la Fondation, en sa qualité d'actionnaire de « La Laiterie du Berger », a accepté d'avancer les liquidités en compte courant indiquées au point 1.

Conformément au protocole d'accord conclu le 01 février 2012, en sa qualité d'actionnaire de « Phileol Madagascar », a accepté d'avancer les liquidités en compte courant indiquées au point 2.

Conformément au protocole d'accord conclu le 05 décembre 2012, en sa qualité d'actionnaire de « UV+ Solaire », a accepté d'avancer les liquidités en compte courant indiquées au point 3.

	Nom	Montant (en devise)	Montant (EUR)	Date valeur	Taux %	Total des intérêts déjà reçus (EUR)	Intérêts à recevoir à la date de clôture (EUR)
1	La Laiterie du Berger	XOF 40 000 000	EUR 60 979	15.02.11	6	EUR 14 173	EUR 1 868
	La Laiterie du Berger	XOF 63 000 000	EUR 96 043	10.06.11			
2	Phileol Madagascar		EUR 12 500	04.06.12	7	EUR 1 100	EUR 451
	Phileol Madagascar		EUR 12 500	31.07.12			
	Phileol Madagascar		EUR 25 000	13.08.12			
3	UV + Solaire		EUR 99 000	06.12.12	4	EUR -	EUR 282
	Total		EUR 306 022			EUR 15 273	EUR 2 601

Note 04. AUTRES CREANCES

Au 31 décembre 2012, les autres créances se répartissent comme suit :

Intérêts courus sur les prêts	EUR 218 796
Intérêts courus sur les créances à recouvrer	EUR 2 601
Intérêts courus sur les dépôts à terme	EUR 568 734
Récupération de TVA	EUR 15 666
Refacturation des frais de constitution du Fonds Grameen Crédit Agricole	EUR 302 459
Indemnisation pour services rendus au Grameen Credit Agricole Fund	EUR 20 757
Autres	EUR 500
TOTAL	EUR 1 129 513

Note 05. AVOIRS EN BANQUE ET EN CAISSE

Au 31 décembre 2012, la Fondation détient EUR 25,881 d'avoirs en banque et en caisse.

Note 06. DONS ET RESULTAT

Ce montant comprend les dons initiaux reçus par la Fondation de Crédit Agricole S.A. et de Grameen Trust (soit EUR 50 001 000), le résultat de l'exercice financier (soit EUR (279,767)) et le report à nouveau (soit EUR 687,199).

Note 07. PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges comprennent une provision générale ex ante destinée à couvrir d'éventuelles pertes issues de l'activité. Cette provision s'élevant à EUR 177,851 (2011: 117,157) est calculée par application d'un taux de 1% au montant total d'encours de prêts et de garanties. L'impact sur le compte de résultat est enregistré dans le compte « Ajustement de valeur sur le actifs financiers immobilisés ».

Note 08. AUTRES DETTES

Au 31 décembre 2012, les autres dettes se répartissent comme suit :

Frais de domiciliation	EUR	2 300
Frais de garde	EUR	26 140
Frais de comptabilité	EUR	25 350
Déclaration fiscale	EUR	13 800
Frais d'audit	EUR	4 140
Autres	EUR	102 489
Provisions pour charges salariales relatives au personnel mis à disposition	EUR	107 185
TOTAL	EUR	281 404

Ces montants sont dus à un an ou moins

Note 09. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel comprennent les salaires d'un montant de EUR 569,655, les provisions pour congés payés pour EUR 16,014, les primes pour EUR 14,848, les indemnités de transport de EUR 4,803, les frais de médecine du travail pour EUR 1,430 et les charges sociales pour EUR 253,108. Le nombre de salariés au 31 décembre 2012 s'élevait à 12 (contre 10 au 31 décembre 2011) plus 4 membres du personnel mis à disposition de l'entité (voir Note 10).

Note 10. AUTRES CHARGES EXTERNES

Au 31 décembre 2012, les autres charges externes se répartissent comme suit :

Honoraires	EUR	167 135
Services financiers	EUR	89 120
Location immobilière	EUR	228 484
Voyages et déplacement d'affaires	EUR	282 839
Personnel mis à disposition de la Fondation	EUR	604 036
Autres charges	EUR	196 315
TOTAL	EUR	1 567 929

Note 11. REVENUS PROVENANT D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET DE PRETS FAISANT PARTIE DES ACTIFS IMMOBILISES

Au 31 décembre 2012, les produits provenant d'autres valeurs mobilières et de prêts faisant partie des actifs immobilisés se répartissent comme suit :

Produits d'intérêts sur les prêts	EUR	956 259
Produits d'intérêts sur les titres	EUR	645 893
Produits des commissions de mise en place sur les prêts	EUR	77 173
Produits dérivant des créances à recouvrer	EUR	17 874
TOTAL	EUR	1 697 199

Note 12. AUTRES PRODUITS FINANCIERS

Au 31 décembre 2012, les autres produits financiers se répartissent comme suit :

Intérêts reçus	EUR	1 237
Intérêts reçus / dépôt à terme	EUR	358 056
Gains de change	EUR	6 133
Commission de garantie reçue de Firaism-Oaritry Ny Tiavo	EUR	3 854
Commission de garantie reçue de Mitra Bisnis Keluarga	EUR	25 324
Commission de gestion facturée au Grameen Crédit Agricole Fund	EUR	20 757
Refacturation des frais de constitution du Grameen Crédit Agricole Fund	EUR	264 312
Autres produits	EUR	2 162
TOTAL	EUR	681 835

Note 13. HORS BILAN

Au 31 décembre 2012, un contrat de prêt a été conclu avec Oxus Microfinance pour un montant de TJS 2 900 000 (EUR 458 064) et avec MBK Ventura pour un montant de IDR 12 500 000 (EUR 983 133). Ces prêts n'ont pas encore été tirés.

En outre, d'autres contrats de prêt n'ont été tirés que partiellement. La Fondation doit encore mettre à disposition le montant résiduel pour Caurie Microfinance s'élevant à XOF 150 000 000 (EUR 228 673) et le montant résiduel pour Graine s'élevant à XOF 100,000,000 (EUR 152 449).

Enfin, la Fondation a fourni à la banque BNI Madagascar une garantie de prêt pour Firaism-Oaritry NY Tiavo (une Institution de Microfinance établie à Madagascar) pour un montant de EUR 250 000, à DFCC Bank une garantie de prêt pour Berendina Microfinance Institute pour un montant de EUR 200 000 et à Standard Chartered Bank une garantie de prêt pour MBK Ventura pour un montant de EUR 791 837.

Note 14. SWAPS CROISES DE DEVISES ET DE TAUX

Au 31 décembre 2012, la Fondation a conclu des accords de swaps croisés de devises et de taux afin de couvrir son exposition aux risques de change et de taux sur les intérêts des prêts. Les contrats de swap en cours sont les suivants :

Contrat	Montant nominal	Devise	Date d'échéance	Contrepartie
Cross-Currency Interest Rate Swap	585 200 000	KHR	15.10.2013	TCX
	6 000 000 000	IDR	16.10.2013	TCX
	30 000 000	THB	15.10.2013	TCX
	2 000 000 000	KHR	15.04.2014	TCX
	400 000	AZN	15.10.2013	TCX
	10 042 296 000	IDR	15.04.2014	TCX
	30 000 000	THB	15.10.2015	TCX
	20 000 000	THB	15.10.2014	TCX
	600 000	AZN	15.10.2013	TCX
	23 000 000	PHP	15.04.2014	TCX
	30 000 000	PHP	15.04.2014	TCX
	500 000	AZN	15.04.2014	TCX
	500 000	USD	15.10.2013	CACIB
	340 000	USD	15.04.2014	CACIB
	300 000	USD	15.10.2014	CACIB
	3 000 000	TJS	15.10.2015	TCX
	216 303 700	KES	16.10.2017	TCX
	5 775 053 924	IDR	17.03.2014	TCX
	7 100 000 000	IDR	15.10.2015	TCX
	489 500	AZN	15.10.2015	TCX
	500 000	AZN	15.10.2015	TCX
	3 000 000	TJS	15.10.2015	TCX
	5 000 000 000	KHR	15.04.2015	TCX
	1 500 000	TJS	15.10.2015	TCX
	350 000	AZN	15.10.2015	TCX
	1 250 000	USD	15.04.2015	CACIB

Notes to the Financial Statements

Note 01. GENERAL

Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation (the “Foundation”) was created on September 24, 2008 when it was approved by the relevant authorities of Luxembourg.

The registered office of the Foundation is established in 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. The Foundation was created under the modified Law of April 21, 1928 on associations and nonprofit foundations. It is placed under scrutiny from the Justice Ministry of the Grand-Duchy of Luxembourg.

Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation, founded by Grameen Trust and Credit Agricole SA, was granted € 50,001,000 (€ 50,000,000 from Crédit Agricole SA and € 1,000 from Grameen Trust) with the objective to fight against poverty and financial exclusion in emerging countries by supporting the development of MicroFinance Institutions (MFIs) and by assisting social business projects.

The Foundation aims to provide financial support to MFIs through loans, guarantees or equity, and to offer technical assistance adapted to their stage of development, focusing on MFIs encouraging the agriculture and rural activities.

The Foundation intends to be active mainly in the following 3 regions:

- Sub-Saharan Africa
- the Middle East and North Africa
- South and South-East Asia

The Foundation financial year starts on January 1 and ends on December 31 of each calendar year. The first financial period started on September 24, 2008 and ended on December 31, 2009.

The Foundation offers at the time of this report loans in EUR, USD, XOF, KHR, IDR, THB, AZN, PHP, KES and TJS depending on the currency area of the partner institution, and retains the objective to offer loans in any another currency (subject to hedging through currency and interest rate swap transactions with third parties).

The Foundation is managed by the Board of Directors and the two specialized committees that have been created with some members of the Board of Directors :

- The Project Committee which makes decisions on the MFI and Social Business financing deals proposed by the Managing Director, within the limits decided by the Board of Directors;
- The Ethics, Compliance and Audit Committee which ensures that deontology and conformity of the Foundation’s social mandate are adhered to and examines the Foundation’s annual accounts.

A Managing Director has been appointed and has a delegation of powers for the day to day management and running of the Foundation.

The articles of incorporation were published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations on October 30, 2008. The Foundation is recorded at the Luxembourg Trade Register under the number R.C.S. Luxembourg G 194.

Note 02. ACCOUNTING POLICIES

General principles

The annual accounts have been prepared in accordance with the laws and regulations in force in the Grand-Duchy of Luxembourg. The layout of the balance sheet and of the surplus and loss account has been adapted to the particularities of the Foundation.

The significant accounting policies are as follows:

2.1. Financial assets

Financial assets are recorded at acquisition cost. Where there is a permanent diminution in value of the financial assets, a value adjustment is made accordingly.

2.2. Debtors

Debtors are stated at their nominal value reduced by appropriate value adjustments for unrecoverable amounts. These value adjustments are determined as deemed appropriate by management.

2.3. Provisions for liabilities and charges

Provisions to cover foreseeable liabilities and charges are determined at the end of each year. Provisions set up in previous years are reviewed regularly and may be written back to the Surplus and Loss account.

2.4. Liabilities

Debts are stated at their reimbursement value, taking into account total drawdown and repayment amounts.

2.5. Interest income

Interest income is recognised on a time-proportionate basis. It includes interest income from cash and cash equivalents and on debt securities.

2.6. Foreign Currency Translation

The Foundation maintains its accounting records in EUR and the Balance Sheet and the Surplus and Loss account are expressed in this currency. Balances denominated in foreign currencies are translated into EUR as follows:

- all assets, other than financial assets, are stated at the lower of their countervalue translated into EUR at historical rates and at the rate prevailing at the year end. The cost of financial assets is translated into EUR at historical rates;
- all liabilities are stated at the higher of their countervalue translated into EUR at historical rates and at the rate prevailing at the year-end;
- income and charges denominated in foreign currencies are translated into EUR at the rate ruling at the transaction date.

Consequently, only realized exchange gains and losses and unrealized exchanges losses are reflected in the Surplus and Loss account.

2.7. Cross-Currency interest rate swaps

MFI loans denominated in a currency other than EUR or XOF are hedged by cross-currency interest rate swap agreements and then recorded following the fixed euro rate as agreed. So, the hedging is fully effective.

Note 03. FINANCIAL FIXED ASSETS

Financial assets held by the Foundation as at December 31, 2012 can be detailed as follows:

3.1. Loans

The following loans have been granted to Microfinance Institutions.

N°	MFI name	Amount granted	Amount (EUR)	Amount remaining after repayment in capital (EUR)	Drawdown date	Interests 2012 (EUR)
1	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	1,000,000	1,000,000	13.03.09	124,250
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	1,000,000	1,000,000	15.04.09	
2	Kenya Women Finance Trust	USD	2,000,000	1,434,720	-	22,522
	Kenya Women Finance Trust	KES	216,303,700	2,000,000	1,538,600	98,011
3	Soro Yiriwaso ¹	XOF	330,000,000	503,082	251,541	20,459
4	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD	500,000	338,754	-	17,537
	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD	1,500,000	1,100,917	-	05.03.10
	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD	1,250,000	937,031	937,031	43,804
5	Caurie Microfinance	XOF	328,000,000	500,033	-	3,646
	Caurie Microfinance	XOF	700,000,000	1,067,143	838,470	20,835
6	Thaneakea Phum Cambodia	THB	30,000,000	740,924	296,369	35,055
	Thaneakea Phum Cambodia	THB	20,000,000	462,984	370,388	30869
	Thaneakea Phum Cambodia	THB	30,000,000	768,010	768,010	20,967
7	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	6,000,000,000	498,502	199,401	23,398
	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	5,775,053,924	484,561	311,157	12,646
	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	7,100,000,000	564,013	564,013	2,941
8	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	585,200,000	100,000	40,000	4,088
	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	2,000,000,000	346,380	207,828	20,342
9	Mec Feptides	XOF	100,000,000	152,449	-	4,438
10	Moris Rasik	USD	500,000	365,177	146,071	19,904
11	Azeri Star Microfinance LLC	AZN	400,000	369,788	147,915	17,334
	Azeri Star Microfinance LLC	AZN	350,000	344,929	344,929	4,259
12	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN	600,000	543,134	217,254	25,459
	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN	489,500	500,000	500,000	12,296
13	Mitra Bisnis Keluarga	IDR	10,042,296,000	800,000	400,000	38,656
14	Gata Daku Multi-Purpose Cooperative	PHP	23,000,000	372,416	223,450	23,136
15	Ahon Sa Hirap Inc	PHP	30,000,000	473,138	283,883	27,473
16	Finance for Development	AZN	500,000	445,236	267,142	27,660
	Finance for Development	AZN	500,000	499,650	499,650	3,537
17	IMF Hekima	USD	340,000	238,848	143,309	14,344
18	Tuba Rai Metin	USD	300,000	227,273	181,818	16,923
19	Arvand LLC	TJS	3,000,000	478,981	478,981	29,851
20	LLC MLO Humo & Partner	TJS	3,000,000	485,154	485,154	29,685
21	Alidé	XOF	400,000,000	609,796	609,796	19,310
22	LOLC Microcredit	EUR	2,000,000	2,000,000	2,000,000	85,611
23	Graine SARL	XOF	150,000,000	228,674	228,674	9,909
24	AMK Ltd	KHR	5,000,000,000	985,610	985,610	35,549
25	Mif Phoenix	TJS	1,500,000	240,365	240,365	1,594
26	Wages	XOF	500,000,000	762,245	762,245	7,961
			24,969,917	16,669,053 ²	956,259	

Loans in USD, KHR, THB, IDR, AZN, PHP, KES and TJS are covered by cross-currency interest rate swaps. For loans covered by cross-currency interest rate swaps (CCIRS), margins related to CCIRS are included in interest received and / or accrued interest.

3.1. Loans (continued)

N°	IMF name	Provision as at 01.01.2012	New provisions	Reversals of value adjustments on financial assets	Provisions as at 31.12.2012
1	Miselini ³	326,202	-	326,202	-
2	Sero Lease & Finance Limited ⁴	354,638	-	354,638	-
3	Soro Yiriwaso ¹	-	127,950	-	127,950
		680,840	127,950	680,840	127,950

1 Due to a risk of default on payment, the loan and the accrued interest of Soro Yiriwaso have been depreciated for the half of the total exposure. The depreciation amounts to EUR 125,771 for the loan and to EUR 2,180 for the accrued interest. It is accounted for in the account "value adjustments on financial assets".

2 Taking into consideration the depreciation of the residual capital for loans of Soro Yiriwaso, the residual amount after repayment amounts to EUR 16,543,282.

3 Due to defaults on payment, the loan and the accrued interest of Miselini have been estimated as unrecoverable. The Foundation has decided to declare the loss of the residual amount of the loan (EUR 306,298) and of the accrued interest (19,904). It is accounted for in the account "Realised loss in respect of financial assets".

4 Due to defaults on payment, the loan and the accrued interest of Sero Lease & Finance Limited have been estimated as unrecoverable. The Foundation has decided to declare the loss of the residual amount of the loan (EUR 348,967) and of the accrued interest (EUR 5,671). It is accounted for in the account "Realised loss in respect of financial assets".

3.2. Bonds

3.2.1. Medium-Term Negotiable bonds (French Bons à Moyen Terme Négociables)

The Foundation has invested in the following Crédit Agricole SA BMTN as of December 31, 2012:

N°	Amount (EUR)	Residual amount after repayment (EUR)	Value date	Maturity date	Rate	Interest at maturity date (EUR)	Interest received (EUR)	Accrued interest (EUR)	Total (EUR)
1	6,000,000	-	24.03.09	19.01.12	3.57%	605,042	10,563	-	10,563
2	6,000,000	-	24.03.09	19.06.12	3.74%	727,302	103,900	-	103,900
3	6,000,000	6,000,000	24.03.09	19.01.13	3.92%	900,204	11,599	224,246	235,845
4	3,000,000	3,000,000	25.10.11	26.10.15	3.83%	460,230	93,494	21,091	114,585
Total	21,000,000	9,000,000				2,592,778	219,556	245,337	464,893

3.2.2. Euro Medium Term Note (French Titre de créance à moyen terme)

The Foundation has invested in the following Credit Agricole Corporate & Investment Bank EMTN as of December 31, 2012:

N°	Amount (EUR)	Residual amount after repayment (EUR)	Value date	Maturity Date	Rate	Interest at maturity date (EUR)	Interest received (EUR)	Accrued interest (EUR)	Total (EUR)
1	5,000,000	5,000,000	04.03.11	04.03.15	3.62%	724,496	30,745	150,255	181,000

3.3. Term Deposit Placement

N°	Amount (EUR)	Deposit Period	Nb. of days	Rate %	Total Interest receivable (EUR)	Interest receivable at closing date (EUR)
1	3,000,000	08.06.10 – 09.06.14	1,462	2.375	289,354	40,969
2	2,600,000	26.11.12 – 01.07.13	217	0.22	3,448	572
3	1,930,000	27.12.12 – 07.01.13	11	0.02	12	5
4	3,450,000	06.11.09 – 06.11.13	1,461	3.05	440,551	342,800
5	1,500,000	24.10.11 – 24.10.15	1,459	3.78	239,987	67,663
6	3,050,000	03.02.12 – 03.02.16	1,460	3.71	477,372	103,234
	15,530,000¹				1,450,724	555,243¹

¹ As of December 31, 2012, an amount of EUR 382,101 has been capitalised. The nominal of Term Deposit Placement amounted also to EUR 15,912,101

3.4. Equities

The Foundation has invested in the following participations as of December 31, 2012:

Name	Acquisition cost in currency	Acquisition cost (EUR)	Value adjustment as of 31 Dec. 2011	Valuation as of 31 Dec. 2011
Laiterie du Berger	XOF 303,000,000	EUR 461,921	-	EUR 461,921
Babyloan	-	EUR 205,765	EUR (41,265) ¹	EUR 164,500
TCX	USD 2,395,144	EUR 1,869,751	EUR (54,144) ²	EUR 1,815,607
Grameen Danone Food	BDT 50,000,000	EUR 472,633	-	EUR 472,633
Phileol Madagascar	MGA 142,492,500	EUR 50,000	EUR (3,098) ²	EUR 46,902
Chamroeun MF Ltd	KHR 824,978,000	EUR 158,167	-	EUR 158,167
Grameen CA Fund		EUR 31,000	-	EUR 31,000
UV + Solaire		EUR 51,030	-	EUR 51,030
Total		EUR 3,300,267	EUR (98,507)	EUR 3,201,760

¹The adjustment is accounted for in the account "value adjustments on financial assets". ²The adjustment is accounted for in the account "Foreign currency exchange losses".

3.5. Debt receivable

In accordance with the memorandum of understanding concluded as at February 03, 2010, the Foundation, as shareholder of "La Laiterie du Berger", has agreed to advance it cash in current account as mentioned in the point 1.

In accordance with the memorandum of understanding concluded as at February 01, 2012, the Foundation, as shareholder of "Phileol Madagascar", has agreed to advance it cash in current account as mentioned in the point 2.

In accordance with the memorandum of understanding concluded as at December 05, 2012, the Foundation, as shareholder of "UV+ Solaire", has agreed to advance it cash in current account as mentioned in the point 3.

	Name	Amount (in Currency)	Amount (EUR)	Value date	Rate %	Total Interest already received (EUR)	Interest receivable at closing date (EUR)
1	La Laiterie du Berger	XOF 40,000,000	EUR 60,979	15.02.11	6	EUR 14,173	EUR 1,868
	La Laiterie du Berger	XOF 63,000,000	EUR 96,043	10.06.11			
2	Phileol Madagascar		EUR 12,500	04.06.12	7	EUR 1,100	EUR 451
	Phileol Madagascar		EUR 12,500	31.07.12			
	Phileol Madagascar		EUR 25,000	13.08.12			
3	UV + Solaire		EUR 99,000	06.12.12	4	EUR -	EUR 282
	Total		EUR 306,022			EUR 15,273	EUR 2,601

Note 04. OTHER DEBTORS

As of December 31, 2012, the other debtors consist of:

Accrued Interest on Loans	EUR 218,796
Accrued Interest on Debts receivable	EUR 2,601
Accrued Interest on Deposit	EUR 568,734
Value added tax	EUR 15,666
Invoice issued to Grameen Credit Agricole Fund for its incorporation	EUR 302,459
Compensation for services rendered to Grameen Credit Agricole Fund	EUR 20,757
Others	EUR 500
TOTAL	EUR 1,129,513

Note 05. CASH AT BANK AND IN HAND

As of December 31, 2012, the Foundation held EUR 25,881 of Cash at bank and in hand.

Note 06. GRANTS AND RESULT

This amount includes the initial grants from Crédit Agricole SA and Grameen Trust (ie: EUR 50,001,000.00) received by the Foundation as well as the result of the financial period (ie: EUR (279,767)) and the surplus carried forward (ie : EUR 687,199).

Note 07. PROVISIONS

The provisions include a general warranty provision in order to cover guarantee claims arising in the course of the business. This warranty provision which is amounted to EUR 177,851 (2011: 117,157) is calculated by applying a percentage (1%) to the total outstanding amount of the loans and of the guarantees. The impact on Profit & Loss has been classified on the caption "Value adjustments on financial assets".

Note 08. OTHER CREDITORS

As of December 31, 2012,
the other creditors consist of:

Domiciliary fees	EUR	2,300
Custodian fees	EUR	26,140
Accounting fees	EUR	25,350
Tax declaration	EUR	13,800
Audit fees	EUR	4,140
Other	EUR	102,489
Salary provisions related to personnel seconded to the entity	EUR	107,185
TOTAL	EUR	281,404

These amounts are due
in one year or less.

Note 09. STAFF COSTS

Staff costs include salaries EUR 569,655, holiday pay EUR 16,014, premiums and bonuses EUR 14,848, transport indemnity EUR 4,803, occupational medicine EUR 1,430 and Social security costs EUR 253,108. The number of employees for the year ended 2012 was 12 (vs. 10 in 2011) plus 4 staff members seconded to the entity (see Note 10).

Note 10. OTHER EXTERNAL CHARGES

As of December 31, 2012, other
external charges consist of:

Honoraries	EUR	167,135
Financial services	EUR	89,120
Real property rental	EUR	228,484
Journeys and business travel	EUR	282,839
Personnel seconded to the entity	EUR	604,036
Other charges	EUR	196,315
TOTAL	EUR	1,567,929

Note 11. INCOME FROM OTHER TRANSFERABLE SECURITIES AND FROM LOANS FORMING PART OF THE FIXED ASSETS

As of December 31, 2012, income from
other transferable securities and from
loans forming part of the fixed assets
consists of :

Income from interest on loan	EUR	956,259
Income from interest on bonds	EUR	645,893
Income from setting up commissions on loans	EUR	77,173
Income from debts receivable	EUR	17,874
TOTAL	EUR	1,697,199

Note 12. OTHER FINANCIAL INCOME

As of December 31, 2012,
other financial income
consists of:

Cash interest received	EUR	1,237
Cash interest received / term deposit	EUR	358,056
Exchange gains	EUR	6,133
Income from guarantee Firaism-Oaritry Ny Tiavo	EUR	3,854
Income from guarantee Mitra Bisnis Keluarga	EUR	25,324
Management fees invoiced to Grameen Crédit Agricole Fund	EUR	20,757
Reinvoicing of incorporation cost of Grameen Crédit Agricole Fund	EUR	264,312
Other income	EUR	2,162
TOTAL	EUR	681,835

Note 13. OFF BALANCE SHEET

As of December 31, 2012, loan agreements have been concluded with Oxus Microfinance for an amount of TJS 2,900,000 (EUR 458,064) and with MBK Ventura for an amount of IDR 12,500,000 (EUR 983,133). They have not been drawn down yet.

Moreover, other loan agreements have been partially drawn down. The Foundation has still to issue the remaining amount to Caurie Microfinance for an amount of XOF 150,000,000 (EUR 228,673) and to Graine for an amount of XOF 100,000,000 (EUR 152,449).

At last, the Foundation provided the bank BNI Madagascar with a loan guarantee for Firaism-Oaritry NY Tiavo benefit (a microfinance institution established in Madagascar) for an amount of EUR 250,000, the DFCC Bank with a loan guarantee for Berendina Microfinance Institute for an amount of EUR 200,000 and the Standard Chartered Bank with a loan guarantee for MBK Ventura for an amount of EUR 791,837

Note 14. CROSS-CURRENCY INTEREST RATE SWAP

As of December 31, 2012, the Foundation entered into cross-currency interest rate swap agreements to hedge the currency and the interest rate exposure on interest on loans. The cross-currency interest rate swap agreements outstanding consisted of:

Contrat	Nominal amount	Currency	Maturity date	Counterpart
Cross-Currency Interest Rate Swap	585,200,000	KHR	15.10.2013	TCX
	6,000,000,000	IDR	16.10.2013	TCX
	30,000,000	THB	15.10.2013	TCX
	2,000,000,000	KHR	15.04.2014	TCX
	400,000	AZN	15.10.2013	TCX
	10,042,296,000	IDR	15.04.2014	TCX
	30,000,000	THB	15.10.2015	TCX
	20,000,000	THB	15.10.2014	TCX
	600,000	AZN	15.10.2013	TCX
	23,000,000	PHP	15.04.2014	TCX
	30,000,000	PHP	15.04.2014	TCX
	500,000	AZN	15.04.2014	TCX
	500,000	USD	15.10.2013	CACIB
	340,000	USD	15.04.2014	CACIB
	300,000	USD	15.10.2014	CACIB
	3,000,000	TJS	15.10.2015	TCX
	216,303,700	KES	16.10.2017	TCX
	5,775,053,924	IDR	17.03.2014	TCX
	7,100,000,000	IDR	15.10.2015	TCX
	489,500	AZN	15.10.2015	TCX
	500,000	AZN	15.10.2015	TCX
	3,000,000	TJS	15.10.2015	TCX
	5,000,000 000	KHR	15.04.2015	TCX
	1,500,000	TJS	15.10.2015	TCX
	350,000	AZN	15.10.2015	TCX
	1,250,000	USD	15.04.2015	CACIB



Crédits photo :
Service photographique de la Présidence
Philippe Lissac
Convergences
1001 Fontaines
e-MFP

Conception et réalisation :
natxo67.com



— AU SERVICE DES PRÊTEURS D'ESPOIR —

— PROVIDING HOPE THROUGH LENDING —



**GRAMEEN
CRÉDIT AGRICOLE
MICROFINANCE
FOUNDATION**

www.grameen-credit-agricole.org

Grameen Crédit Agricole
Microfinance Foundation
5, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation